

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/M/48

30 mars 2004

(04-1421)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LES 28 OCTOBRE, 1^{ER} ET 8 DÉCEMBRE 2003

Présidente: Mme Olga Lozano (Colombie)¹

Vice-Président: M. Naoshi Hirose (Japon)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire les 28 octobre, 1^{er} et 8 décembre 2003.

2. Le projet d'ordre du jour de la réunion avait été distribué aux Membres sous la cote WTO/AIR/2196. Avant de demander si des Membres souhaitaient intervenir au titre des "Autres questions", la Présidente a fait deux brèves observations. Premièrement, à propos du point O ("Groupe de travail des notifications concernant les subventions – Rapport du Président sur la réunion du 27 octobre"), elle a rappelé qu'il lui semblait que le Comité pourrait finalement adopter une décision concernant la révision de la présentation convenue pour la notification des subventions distribuée sous la cote G/SCM/6. Elle a donc proposé une modification consistant à libeller le point O comme suit: "Groupe de travail des notifications concernant les subventions: i) Rapport du Président sur la réunion du 27 octobre; et ii) Décision du Comité sur l'adoption de la présentation révisée des notifications". Cette modification ne préjugerait pas la teneur du débat qui aurait lieu au titre de ce point. En outre, comme il se pouvait que certains Membres, notamment ceux qui n'avaient pas de délégation permanente à Genève et n'avaient pas pu assister à la réunion du Comité, n'aient eu connaissance de ce point que récemment, la Présidente avait l'intention de proposer que la présentation révisée des notifications soit adoptée sous réserve, c'est-à-dire à condition qu'aucune objection ne soit formulée dans un certain délai.² Deuxièmement, elle a rappelé la déclaration de son prédécesseur concernant une des questions en suspens traitées par le Comité. À la réunion d'octobre 2002, le Comité avait suspendu l'examen de la notification de législation du Taipei chinois. Comme l'avait déclaré le précédent Président à la réunion du printemps 2003, la réunion de l'automne 2002 du Comité consacrée à cet examen reprendrait une fois cette question globalement réglée, sans préjudice des opinions exprimées par les Membres à la réunion de l'automne 2002.

3. La Présidente a demandé si une délégation souhaitait faire une intervention au titre des "Autres questions". La réponse a été négative.

¹ Le Vice-Président du Comité, M. Hirose, a présidé les débats et l'adoption des décisions relatifs aux programmes de subventions à l'exportation de la Colombie dans le cadre de l'examen du point N ("Procédure au titre de l'article 27.4").

² Comme il est indiqué au paragraphe 213, étant donné qu'aucune objection n'a été reçue dans ce délai, la révision a été adoptée et distribuée sous la cote G/SCM/6/Rev.1.

4. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

	<u>Page</u>
A. ARMÉNIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	3
B. CHINE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	3
C. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION.....	4
D. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	4
E. MEXIQUE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	4
F. PAKISTAN – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	4
G. PÉROU – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION	5
H. CHINE – EXAMEN DE NOTIFICATIONS QUE LE COMITÉ A DÉJÀ EXAMINÉES	5
I. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS (ARTICLE 25.11)	6
J. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: NOTIFICATIONS.....	7
K. EFFET DE L'ÉLARGISSEMENT SUR LES MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR DANS LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES: DIX QUESTIONS - POINT DEMANDÉ PAR LES ÉTATS-UNIS	7
L. NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS	12
M. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE	13
N. PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4.....	23
O. GROUPE DE TRAVAIL DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS - I) RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU 27 OCTOBRE; ET II) DÉCISION DU COMITÉ SUR L'ADOPTION DE LA PRÉSENTATION RÉVISÉE DES NOTIFICATIONS	41
P. MÉTHODE RELATIVE AU DOLLAR CONSTANT POUR LA GRADATION EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SMC	43
Q. GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'EXPERTS	43
R. AUTRES QUESTIONS	44
S. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE	44
T. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (ARTICLE 32.7).....	44

5. La Présidente a dit que les points A à G de l'ordre du jour traitaient de l'examen des nouvelles notifications de lois et/ou de règlements en matière de droits compensateurs, conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa session extraordinaire d'avril 1996 (document G/SCM/W/293). Le point H traitait de l'examen de notifications de législation de la Chine déjà examinées. Comme indiqué dans l'aérogamme, en raison du volume des documents nécessaires, les délégations avaient été invitées à apporter leur propre exemplaire des notifications. La Présidente a rappelé que les questions relatives aux nouvelles notifications de législation auraient dû être communiquées aux Membres concernés et au Secrétariat au plus tard trois semaines avant la réunion en cours, c'est-à-dire avant le 2 octobre 2003. Comme prévu dans les procédures convenues, les Membres qui avaient reçu des questions écrites dans les délais devaient y répondre oralement durant la réunion du Comité. Ils devaient en outre communiquer ultérieurement une version écrite de leurs réponses à toutes les questions écrites reçues. Les Membres pouvaient poser des questions complémentaires pendant la réunion du Comité. Si un Membre posait une question complémentaire

et souhaitait obtenir une réponse écrite, cette réponse devait être communiquée au plus tard le 7 novembre 2003. Les réponses écrites à toutes les questions écrites devaient être communiquées au Secrétariat au plus tard le 8 janvier 2004. Certaines des notifications mentionnées dans l'ordre du jour et des questions posées à propos de leur examen étaient aussi inscrites à l'ordre du jour de la réunion d'automne 2003 du Comité des pratiques antidumping et certains aspects de ces notifications et questions avaient été examinés lors de cette réunion.

A. ARMÉNIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

6. En ce qui concerne la nouvelle notification de l'Arménie (G/ADP/N/1/ARM/1-G/SCM/N/1/ARM/1), la Présidente a dit que le représentant de l'Arménie n'était pas dans la salle. Dans ces conditions, l'examen de ce point a été suspendu. Lorsque le Comité a repris l'examen de ce point en session ordinaire le 1^{er} décembre 2003, l'Arménie n'était toujours pas représentée. Il n'y a pas eu de questions ni d'observations des délégations.

7. Le Comité a pris note de la déclaration.

B. CHINE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

8. À propos de la nouvelle notification de législation de la Chine (G/SCM/N/1/CHN/1/SUPPL.2), la Présidente a dit que les États-Unis (G/SCM/Q1/CHN/27) et le Japon (G/SCM/Q1/CHN/31) avaient communiqué des questions écrites avant la réunion et que la Chine avait répondu par écrit aux questions des États-Unis. Les questions du Japon étaient arrivées trop tard. Par ailleurs, les questions adressées à la Chine par le Mexique, reproduites dans le document G/SCM/Q1/CHN/29, avaient été incluses dans la documentation dont le Comité disposait pour la réunion en cours. Toutefois, ces questions concernaient la notification déjà examinée de la Chine et non la nouvelle notification inscrite à l'ordre du jour de la réunion. Le délai fixé pour la communication de questions concernant des notifications déjà examinées était le 11 septembre 2003 et, les questions du Mexique étant arrivées après cette date, la Chine n'était pas obligée d'y répondre pour la réunion du Comité. Elle devrait communiquer une réponse écrite à ces questions au plus tard le 8 avril 2004, pour examen à la réunion ordinaire du Comité de 2004. Après cette introduction, la Présidente a donné la parole au représentant de la Chine pour qu'il puisse répondre aux questions adressées à sa délégation.

9. Le représentant de la Chine a remercié les États-Unis de leurs questions concernant la législation de la Chine en matière de subventions et de droits compensateurs. Les réponses écrites de la Chine avaient été distribuées sous la cote G/SCM/Q1/CHN/34.

10. Le représentant des États-Unis a remercié la Chine de ses réponses aux questions que sa délégation avait posées. Les États-Unis étaient conscients de l'effort fait par la Chine et du fait que la mise en œuvre d'un régime de droits compensateurs était un processus long et ardu. Toutefois, de façon générale, ils avaient toujours attaché une grande importance à l'équité des procédures et en particulier à la nécessité de donner aux parties la possibilité d'accéder à l'information et de faire des observations au sujet des questions pertinentes dans un délai raisonnable, et que cela ne soit pas de pure forme. Ils tenaient à souligner ce point. La transparence était aussi un principe fondamental pour eux. Il était essentiel que toutes les parties intéressées puissent savoir exactement quelles étaient les procédures et les règles régissant l'obtention de renseignements confidentiels ou non. L'intervenant avait eu l'impression que la Chine n'avait pas répondu à la sixième question concernant la notion de produit similaire. Il a demandé si les parties intéressées autres que les consommateurs et les producteurs seraient autorisés à faire des observations. En ce qui concerne la question n° 7, les États-Unis étaient quelque peu préoccupés par la manière dont certains produits seraient exclus du champ de l'enquête. Ils ne comprenaient pas très bien comment le groupe de produits similaires serait réduit et comment ce groupe réduit serait ensuite comparé aux produits visés par une enquête en

matière de subventions ou une enquête antidumping. Enfin, à propos de la question n° 28, le représentant des États-Unis a dit que la réponse, à savoir que les renseignements non confidentiels seraient communiqués à un moment donné entre l'ouverture de l'enquête et la détermination finale, était assez vague. Cela correspondait à une période plutôt longue. Or, selon les États-Unis, ces renseignements devraient être communiqués le plus tôt possible. En règle générale, cela signifiait un délai d'un ou deux jours et non un délai indéterminé pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Des questions complémentaires posées par écrit par les États-Unis ont été distribuées sous la cote G/SCM/Q1/CHN/37.

11. Le représentant du Japon a rappelé que sa délégation avait communiqué à la Chine des questions écrites distribuées sous la cote G/SCM/Q1/CHN/31. Ces questions avaient été communiquées après le délai et il était donc compréhensible que la délégation chinoise n'ait pas eu le temps d'y répondre. Néanmoins, le Japon attendait avec intérêt les réponses écrites à ses questions. Il se réservait le droit de poser des questions complémentaires après avoir examiné ces réponses.

12. Le Comité a pris note des déclarations et a conclu l'examen de cette notification, sous réserve d'éventuelles questions complémentaires que les délégations pourraient poser par écrit.

C. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

13. Aucune question écrite ou orale n'a été posée au sujet de la notification de la République tchèque distribuée sous la cote G/SCM/N/1/CZE/2.

14. Le Comité a pris note de la déclaration et a conclu l'examen de cette notification.

D. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

15. Aucune question écrite ou orale n'a été posée au sujet de la notification des Communautés européennes (G/ADP/N/1/EEC/2/SUPPL.4-G/SCM/N/EEC/2/SUPPL.4-G/SG/N/1/EEC/2/SUPPL.1).

16. Le Comité a pris note de la déclaration et a conclu l'examen de cette notification.

E. MEXIQUE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

17. En ce qui concerne la notification du Mexique (G/ADP/N/1/MEX/1/SUPPL.2 & CORR.1-G/SCM/N/1/MEX/1/SUPPL.2 & CORR.1-G/SG/N/1/MEX/1/SUPPL.1 & CORR.1), des questions écrites avaient été communiquées par le Chili (G/SCM/Q1/MEX/3), les Communautés européennes (G/SCM/Q1/MEX/1) et les États-Unis (G/SCM/Q1/MEX/2 et 4).

18. Les réponses écrites du Mexique aux questions écrites du Chili figurent dans le document G/SCM/Q1/MEX/10. Les réponses écrites du Mexique aux questions écrites des Communautés européennes figurent dans le document G/SCM/Q1/MEX/5. Les réponses écrites du Mexique aux questions écrites des États-Unis figurent dans les documents G/SCM/Q1/MEX/8 et 9.

19. Le Comité a pris note des déclarations et a conclu son examen de cette notification, sous réserve d'éventuelles questions complémentaires.

F. PAKISTAN – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

20. Il n'y a pas eu de questions orales ou écrites concernant la notification du Pakistan (G/ADP/N/1/PAK/2/SUPPL.2-G/SCM/N/1/PAK/2/SUPPL.2).

21. Le Comité a pris note de la déclaration et a conclu son examen de cette notification.

G. PÉROU – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

22. En ce qui concerne la notification de législation du Pérou, la Présidente a dit que les Communautés européennes avaient communiqué des questions écrites et que le Pérou y avait répondu par écrit; les questions se trouvaient dans les documents G/SCM/Q1/PER/19 et Add.1 et les réponses dans le document G/SCM/Q1/PER/21. Les Communautés européennes avaient posé des questions écrites complémentaires, qui se trouvaient dans le document G/SCM/Q1/PER/23. Les réponses à ces questions figuraient dans le document G/SCM/Q1/PER/24.

23. Les États-Unis avaient aussi posé des questions écrites, qui se trouvaient dans le document G/SCM/Q1/PER/20. Les réponses écrites du Pérou à ces questions figuraient dans le document G/SCM/Q1/PER/25.

24. Le Comité a pris note des déclarations et a conclu son examen de cette notification.

H. CHINE – EXAMEN DE NOTIFICATIONS QUE LE COMITÉ A DÉJÀ EXAMINÉES

25. La Présidente a dit que les États-Unis avaient communiqué des questions dans le document G/SCM/Q1/CHN/25 concernant une notification de la Chine déjà examinée. Les réponses écrites à ces questions ont été distribuées sous la cote G/SCM/Q1/CHN/30. La Présidente a demandé si les Membres souhaitaient poser des questions complémentaires ou faire des observations.

26. À propos de la réponse de la Chine aux États-Unis (document G/SCM/Q1/CHN/30), le représentant des États-Unis a signalé à la délégation chinoise que la question faisait référence à l'article 22.2 et non à l'article 23.2.

27. La Présidente a remercié le représentant des États-Unis de cette précision et les Membres de leurs réponses. Elle leur a rappelé qu'ils devaient communiquer les questions complémentaires par écrit au Membre dont la législation était examinée et au Secrétariat au plus tard le 7 novembre 2003. Les Membres concernés devaient répondre par écrit à toutes les questions écrites relatives aux notifications examinées à la présente réunion du Comité reçues avant cette date. Ces réponses écrites devaient être communiquées au Secrétariat au plus tard le 8 janvier 2004.

28. La Présidente a informé les Membres que la nouvelle notification de législation de la Jordanie (document G/SCM/N/1/JOR/2) serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion d'avril 2004 du Comité. En vertu des procédures d'examen des notifications de législation adoptées par le Comité, pour qu'une nouvelle notification de législation puisse être inscrite à l'ordre du jour de la réunion d'automne, elle devait être distribuée dans les trois langues au plus tard le 11 mars 2004. Concrètement, compte tenu des délais de traduction, il était peu probable que les notifications de législation reçues après le 31 janvier 2004 puissent être traduites avant cette date. Le Secrétariat informerait les Membres de toutes les nouvelles notifications supplémentaires qui seraient examinées à cette réunion à la mi-mars 2004. Les questions concernant les nouvelles notifications de législation devant être examinées à la réunion de l'automne devaient être communiquées au plus tard le 1^{er} avril 2004. Toutefois, les Membres étaient encouragés à communiquer leurs questions le plus tôt possible et les Membres qui recevaient des questions étaient invités, dans toute la mesure du possible, à y répondre par écrit avant la réunion. En vertu des procédures adoptées par le Comité pour l'examen des notifications de législation, pour qu'une notification qui avait déjà été examinée puisse être inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité d'avril 2004, il fallait que les questions y relatives soient communiquées au Secrétariat et au Membre dont la notification serait examinée au plus tard le 11 mars 2004. Comme à l'accoutumée, le Secrétariat distribuerait un rappel des délais pertinents pour le Comité ainsi que pour les autres Comités s'occupant des règles (Pratiques antidumping et Sauvegardes).

29. Pour terminer, la Présidente a rappelé que certains Membres n'avaient toujours communiqué aucune notification de législation ou réglementation régissant les mesures antidumping. Pour beaucoup, voire la plupart, de ces Membres, il était probable que la seule démarche nécessaire était de notifier qu'ils n'avaient actuellement aucune loi ou réglementation de ce type en vigueur. Cela paraissait relativement simple. Dans le cas des Membres qui faisaient des enquêtes en matière de droits compensateurs et n'avaient pas encore notifié leur législation, il était évidemment important, du point de vue de tous les Membres, que ces législations soient notifiées, dans l'intérêt de la transparence et d'une meilleure compréhension mutuelle. La Présidente a invité les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer dans les meilleurs délais leur notification de législation.

30. Le Comité a pris note des déclarations.

I. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS (ARTICLE 25.11)

31. La Présidente a rappelé aux Membres qu'une demande de rapports semestriels pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2003, qui devaient être communiqués au plus tard le 29 août 2003, leur avait été distribuée sous la cote G/SCM/N/98. Ainsi que c'était malheureusement presque toujours le cas, un certain nombre de rapports semestriels étaient reçus après les délais. La Présidente a rappelé aux Membres que la date limite pour la communication des rapports semestriels était toujours fixée à la fin d'août pour la période janvier-juin de l'année en cours et à la fin de février pour la période juillet-décembre de l'année précédente. Elle a invité tous les Membres à faire le nécessaire pour communiquer leurs notifications dans les délais. En particulier dans le cas des Membres qui n'avaient pris aucune mesure, ces notifications devaient être une simple formalité, puisqu'il suffisait d'envoyer une lettre d'une phrase indiquant qu'aucune mesure n'avait été prise.

32. La liste des Membres qui avaient communiqué des rapports semestriels sur leurs mesures compensatoires était donnée au paragraphe 1 du document G/SCM/N/98/Add.1. Ces Membres étaient les suivants: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Costa Rica, Communautés européennes, États-Unis, Lettonie, Nouvelle-Zélande, Pérou et Venezuela. Dans la mesure du possible, les rapports semestriels avaient été traduits et distribués aux membres du Comité et figuraient parmi les documents mis à la disposition du Comité pour la réunion. Outre les Membres qui avaient communiqué des rapports semestriels faisant état de mesures compensatoires, 37 Membres, dont la liste était donnée au paragraphe 2 du document G/SCM/N/98/Add.1, avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure compensatoire. Alors que les Membres qui prenaient des mesures paraissaient généralement se conformer à cette exigence, il subsistait un nombre important de Membres qui n'avaient pas répondu à la demande de rapports semestriels et ne s'étaient donc pas conformés à l'importante règle énoncée à l'article 25.11 de l'Accord. La liste de ces Membres était donnée au paragraphe 3 du document G/SCM/N/98/Add.1.

33. La Présidente a demandé si les Membres avaient des observations à faire ou des questions à poser au sujet des rapports semestriels de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, des Communautés européennes, du Costa Rica, des États-Unis, de la Lettonie, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et du Venezuela.

34. La représentante de la Colombie a dit que, dans le document G/SCM/N/98/CRI, le Costa Rica signalait qu'il avait ouvert le 25 avril 2003 une enquête sur l'oléine de palme et la margarine pour pâte feuilletée provenant de Colombie. La Colombie était préoccupée par le fait que, dans cette enquête, les consultations prévues à l'article 13 de l'Accord SMC n'avaient pas eu lieu. L'intervenante a demandé aux autorités costa-riciennes de s'efforcer de respecter ce droit dont jouissaient tous les Membres et d'offrir à la Colombie la possibilité de trouver une solution mutuellement convenue. La question a été distribuée ultérieurement sous la cote G/SCM/W/528.

35. À titre préliminaire, le représentant du Costa Rica a dit que le Gouvernement colombien avait été officiellement invité à des consultations par la Résolution n° 001/2003 du 7 janvier 2003. Le document avait été dûment communiqué à l'Ambassadeur de Colombie au Costa Rica conformément aux dispositions de l'article 13.

36. Le Comité a pris note des déclarations.

J. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: NOTIFICATIONS

37. La Présidente a dit que les listes de notifications de mesures préliminaires et finales en matière de droits compensateurs reçues par le Comité avaient été distribuées sous les cotes G/SCM/N/97 et 100-103. Depuis la précédente réunion du Comité, des mesures préliminaires et finales avaient été notifiées par les Communautés européennes et par les États-Unis. Ces notifications n'avaient suscité aucune question ni observation.

38. Le Comité a pris note de la déclaration.

K. EFFET DE L'ÉLARGISSEMENT SUR LES MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR DANS LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES: DIX QUESTIONS - POINT DEMANDÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

39. La Présidente a dit que les États-Unis avaient demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour. Ils avaient communiqué aux Communautés européennes des questions écrites dans un document portant une double cote, G/ADP/W/435-G/SCM/W/526. Dans une lettre datée du 13 octobre 2003, les Communautés européennes avaient indiqué qu'elles répondraient aux questions des États-Unis et proposé que ces questions soient traitées uniquement dans le cadre du Comité des pratiques antidumping.

40. Le représentant des États-Unis a dit que cette question avait été examinée dans les autres Comités s'occupant des règles. Les États-Unis savaient que les Communautés européennes avaient envoyé au Secrétariat une lettre dans laquelle elles déclaraient qu'elles n'avaient pas l'intention de répondre à leurs questions à la réunion en cours, y ayant déjà répondu dans le cadre du Comité des pratiques antidumping. Ils reconnaissaient qu'il était préférable d'éviter les doubles emplois et, par conséquent, leur délégation se bornerait à donner un bref aperçu de la question. Les Membres pourraient trouver un résumé utile de l'examen de cette question à la réunion de printemps du Comité des pratiques antidumping dans le compte rendu de cette réunion (document G/ADP/M/24), à partir de la page 10. En outre, lors de la réunion du Comité des pratiques antidumping de la semaine du 20 octobre 2003, les Communautés européennes avaient distribué une réponse écrite informelle aux questions posées par les États-Unis. Les délégations qui n'en avaient pas obtenu un exemplaire à cette réunion pourraient s'adresser directement aux Communautés européennes. Les Membres disposant de ces sources, les États-Unis se contenteraient d'une description succincte de du problème et des préoccupations qui les avaient amenés à poser ces questions aux Communautés européennes.

41. Ainsi que cela avait été dit à la réunion du printemps du Comité des pratiques antidumping, les Communautés européennes avaient annoncé une politique en rapport avec l'élargissement des CE de 15 à 25 États membres, qui devait intervenir le 1^{er} mai 2004. La Commission avait annoncé que les mesures commerciales correctives appliquées par les dix nouveaux pays membres seraient automatiquement levées lors de l'élargissement. Cette annonce était évidemment la bienvenue. Toutefois, la Commission avait aussi annoncé que les mesures en question seraient remplacées par les mesures correctives beaucoup plus nombreuses actuellement en vigueur dans les CE des 15. Le champ d'application géographique des actuelles mesures commerciales correctives serait élargi à de nouveaux États membres. Le problème évident que soulevait cette approche était que des droits

antidumping et des droits compensateurs seraient appliqués par ces pays et qu'une protection serait donnée à leurs branches de production sans qu'il ait jamais été déterminé que celles-ci avaient subi un dommage important. Cela soulevait des difficultés au sujet non seulement des mesures définitives appliquées par les CE, mais aussi de leurs nombreux engagements en matière de prix. Les Communautés européennes avaient dit qu'elles pourraient réexaminer les déterminations de l'existence d'un dommage sur lesquelles se fondaient les mesures correctives mais uniquement si les exportateurs fournissaient des données objectives au sujet de la situation financière de leurs concurrents dans l'UE des 25. Outre cette condition très contraignante, les Communautés européennes avaient averti que chaque fois qu'un exportateur demanderait un réexamen de l'existence d'un dommage causé à la branche de production au niveau des CE des 25, la Commission ferait aussi automatiquement une analyse du niveau des droits de l'exportateur qui pourraient augmenter en conséquence. À l'évidence, même si un exportateur pensait que les données objectives démontreraient probablement que l'UE des 25 ne subissait pas de dommage important, face à une telle politique il devrait bien réfléchir aux conséquences que pourrait avoir le fait d'adresser aux Communautés européennes une demande de réexamen. Cette politique soulevait un certain nombre de préoccupations autour desquelles étaient articulées les questions posées par les États-Unis aux Communautés européennes. Les États-Unis espéraient que les Communautés européennes la réexamineraient. Ils ont invité les Membres intéressés par ce problème à étudier les réponses à leurs questions que les Communautés européennes avaient récemment communiquées.

42. Le représentant des Communautés européennes a remercié les États-Unis de leur intérêt systémique pour la question de l'effet de l'élargissement sur les mesures compensatoires en vigueur dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes se félicitaient qu'il y ait un consensus au sujet de l'opportunité d'éviter les doubles emplois et l'intervenant se bornerait donc à décrire les principaux aspects de l'approche des CE. Dès la date de l'élargissement, les mesures antidumping et les mesures compensatoires appliquées actuellement par l'UE des 15 s'appliqueraient automatiquement dans les nouveaux États membres. En même temps, les mesures antidumping et compensatoires appliquées par chacun de ces derniers seraient automatiquement supprimées. Les parties intéressées auraient des possibilités additionnelles de demander un réexamen des mesures antidumping et compensatoires en vigueur dans la nouvelle UE des 25 à condition qu'elles disposent d'éléments de preuve montrant que l'élargissement avait créé de nouvelles circonstances telles que les mesures en question n'étaient plus adaptées. Cette approche n'avait rien d'extraordinaire et était identique à celle adoptée lors des précédents élargissements. Elle était transparente: un avis serait publiée au Journal officiel et les Communautés européennes avaient créé un site Internet traitant exclusivement de cette question. Les Communautés européennes avaient en outre créé un bureau de renseignement spécial élargissement composé d'experts qui seraient à la disposition des agents économiques pour répondre à leurs questions concernant l'impact de l'élargissement sur la protection commerciale. En deux mots, l'approche des CE était la suivante: elles ne voulaient pas réinventer la roue et appliqueraient donc la même approche que lors des précédents élargissements. Elles pouvaient garantir aux Membres que, le moment venu, les effets de l'élargissement sur les mesures commerciales correctives seraient convenablement gérés. Elles étaient prêtes à répondre à toute autre question que les Membres souhaiteraient poser.

43. Le représentant de la Corée a rappelé que cette question avait été examinée dans le cadre du Comité des pratiques antidumping. Pour mémoire, la Corée souhaitait réitérer sa préoccupation. Lors de la réunion du Comité, les CE avaient clairement dit que les mesures compensatoires actuellement appliquées dans les 15 États membres de l'Union européenne seraient automatiquement et immédiatement applicables dans les nouveaux États membres. La Corée doutait sérieusement que les CE puissent élargir le champ d'application aux nouveaux États membres sans violer les obligations découlant de l'Accord SMC et notamment celles énoncées à l'article 10, qui précisait que les mesures compensatoires ne être appliquées que dans les circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994. Premièrement, les déterminations de l'existence d'un dommage sur lesquelles se fondaient les mesures compensatoires en vigueur ne pouvaient pas être un motif valable d'appliquer ces mesures dans les

nouveaux États membres. Deuxièmement, les mesures compensatoires qui s'appliqueraient à un territoire plus vaste après l'élargissement ne pourraient en aucune manière être considérées comme conformes au principe de la représentativité ni aux dispositions de l'article 11 de l'Accord SMC relatives à l'ouverture d'une enquête. De plus, les enquêtes menées par les CE sur la base des données concernant les actuels États membres ne pouvaient pas justifier l'application de mesures compensatoires dans l'ensemble de l'UE élargie.

44. Pour la Corée, la seule manière de résoudre le problème lié à l'absence de parallélisme entre le champ d'application de l'enquête et le champ d'application des mesures était de commencer par faire des réexamens individuels, sur la base du territoire géographique de l'UE des 25, de toutes les mesures compensatoires en vigueur, y compris les mesures provisoires, et des enquêtes en cours; ensuite, il faudrait suspendre l'application dans l'UE élargie des mesures compensatoires en vigueur jusqu'à l'achèvement de ces réexamens. La solution suggérée par les Communautés européennes, c'est-à-dire le réexamen prévu par l'article 21.2 de l'Accord en cas de "modification des circonstances", ne pouvait pas être satisfaisante.

45. La représentante de l'Australie a dit que, outre les réponses aux questions posées par les États-Unis, sa délégation souhaitait savoir si les CE pouvaient communiquer les modalités qu'elles avaient employées lors du précédent élargissement et qui étaient évoquées dans deux documents des CE mentionnés par les États-Unis dans le document G/SCM/W/526. Dans les documents des CE, il était dit que les exportateurs pouvaient demander la suspension des mesures au motif qu'il était peu probable que le dommage se reproduise. L'intervenante a demandé aux CE de développer les points suivants: les procédures envisagées; les exigences de preuve relatives à cette demande; la charge de la preuve (incomberait-elle à l'exportateur?); et la façon dont il se pourrait que l'extension du champ d'application et des mesures commerciales correctives n'entraîne pas automatiquement une modification des déterminations concernant l'existence d'une subvention et d'un dommage.

46. Le représentant des États-Unis a remercié, au nom de sa délégation, la délégation des CE de sa brève réponse à la déclaration qu'elle avait faite au Comité. Dans sa réponse, la délégation des CE avait dit que la politique envisagée n'avait rien d'exceptionnel. Toutefois, selon le représentant des États-Unis, le fait que dix nouveaux pays se joignent à un Membre existant pouvait difficilement être considéré comme un événement banal. Les États-Unis remerciaient aussi les CE d'avoir créé un service de renseignement pour essayer de régler ce problème. Comme ils l'avaient déjà dit, sur le plan théorique, ils jugeaient très positif que les CE aient pour principe général d'annuler les ordonnances instituant des droits compensateurs en vigueur dans les nouveaux États membres. Toutefois, dans la pratique, en lisant les rapports semestriels, les États-Unis avaient constaté qu'un seul des pays candidats, la Lettonie, avait notifié des droits compensateurs en vigueur et que le seul droit compensateur qu'elle appliquait visait un autre pays candidat, la Pologne. Pour terminer, l'intervenant a dit que les États-Unis avaient adressé des questions officielles au Comité et au Comité des pratiques antidumping. Ils attendaient donc des CE une réponse officielle. Ils se réservaient le droit de poser des questions complémentaires une fois cette réponse reçue.

47. Le représentant des Communautés européennes a dit que, même s'il ne voulait pas répéter les réponses que les CE avaient données aux questions complémentaires dans le cadre du Comité des pratiques antidumping, il lui paraissait opportun de répondre brièvement puisque ces mêmes questions avaient été réitérées dans le cadre du présent Comité. En ce qui concerne les questions complémentaires des États-Unis, il était vrai qu'actuellement un seul des États candidat avait un droit antidumping en vigueur, mais les CE tenaient à souligner que l'ensemble des candidats appliquaient un certain nombre d'autres mesures commerciales correctives, 51 actuellement, qui elles aussi seraient automatiquement annulées, et que cela était un aspect dont il fallait aussi tenir compte pour évaluer l'approche appliquée par les CE dans le domaine des mesures compensatoires. En ce qui concerne les modalités de réponse aux questions, les CE pensaient que leur démarche, consistant à mettre ces réponses à la disposition de tous les Membres, était suffisante. Comme l'avaient dit les États-Unis,

tous les Membres qui n'avaient pas reçu un exemplaire des réponses pouvaient s'adresser directement aux CE, qui se feraient un plaisir de les leur communiquer à nouveau.

48. En ce qui concerne les questions complémentaires posées par l'Australie, le représentant des Communautés européennes a commencé par traiter celle relative à la suspension des mesures compensatoires. Il a brièvement décrit comment les CE appliquaient cet instrument. Le principe de la suspension des droits compensatoires était que, lorsque se produisait sur le marché intérieur une modification importante, exceptionnelle et évidente, il fallait au plus tôt suspendre les droits compensateurs en vigueur. La modification étant de nature temporaire, il avait été décidé que, en règle générale, la suspension durerait neuf mois. Il fallait que la modification crée une situation d'urgence manifeste mais ne justifie pas la levée définitive des mesures. Pour ce qui est de la procédure, les enquêtes en vue d'une suspension étaient ouvertes par la Commission. Les parties intéressées pouvaient s'adresser à la Commission pour obtenir la suspension d'un droit antidumping, mais elles n'avaient pas le droit d'obtenir automatiquement l'ouverture d'une enquête. Dans la pratique, elles devaient produire des éléments de preuve justifiant à première vue la suspension du droit, c'est-à-dire des données relatives à une modification importante, manifeste et temporaire de la situation du marché communautaire et des éléments montrant que la subvention et le dommage ne réapparaîtraient pas en cas de suspension de la mesure. Pour son enquête, la Commission demanderait des données à la branche de production communautaire et à d'autres agents économiques. Elle tiendrait compte des données les plus récentes. Les enquêtes de ce type étaient faites le plus rapidement possible. Dans le cas de la CE, cela signifiait quelques semaines au maximum. Si la Commission prenait la décision de suspendre la mesure, elle suivrait de près l'évolution du marché et la mesure serait automatiquement rétablie après neuf mois, ou après 21 mois au maximum. C'était un instrument assez rapide mais rarement employé. Il fallait que la modification soit de caractère temporaire et, à cet égard, la pertinence de la suspension en cas d'élargissement paraissait relativement limitée. En ce qui concerne la question relative à l'impact des réexamens du dommage et des marges de dumping et de subvention, les CE avaient déjà expliqué dans le cadre du Comité des pratiques antidumping que la modification de la situation liée à l'élargissement pouvait avoir une incidence sur le dommage, mais qu'il pourrait aussi entraîner une modification du dumping et de la subvention. En conséquence, les réexamens et les réévaluations devaient porter sur les deux aspects.

49. En ce qui concerne les déclarations de la délégation coréenne, l'intervenant a dit que les CE ne pensaient pas que, de façon générale, les constatations faites lors d'enquêtes antérieures ne seraient plus valables dans l'UE élargie. En effet, notamment sur le plan macroéconomique, l'élargissement entraînerait une augmentation du PIB communautaire qui ne dépasserait pas 5 à 10 pour cent. Dans la pratique, il serait difficile de réexaminer toutes les mesures en vigueur, car les réexamens étaient des processus qui demandaient beaucoup de temps et de ressources. Il n'était pas nécessairement dans l'intérêt de toutes les parties intéressées d'avoir à répondre à des questionnaires distribués sans motif particulier. S'il y avait des données précises indiquant qu'il pouvait y avoir une modification des circonstances, les CE seraient parfaitement disposées à ouvrir une enquête. Les CE ne voulaient pas décourager les réexamens; elles encourageaient les agents économiques à leur présenter des éléments de preuve lorsqu'ils estimaient que les constatations initiales n'étaient plus valables.

50. Le représentant des États-Unis a demandé aux CE d'indiquer les motifs pour lesquels, apparemment, elles ne pouvaient pas fournir de réponses écrites officielles aux questions écrites officielles qui lui avaient été adressées sur ce point de façon que ces réponses puissent être distribuées à tous les Membres, en particulier à ceux qui n'avaient pas de délégation permanente à Genève, qui pourraient être concernés.

51. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation avait distribué ses réponses à tous les intéressés lors de la réunion du Comité des pratiques antidumping tenue dans la semaine du 20 octobre 2003. Elle pourrait en communiquer d'autres exemplaires à tous ceux qui le souhaiteraient. Elle s'attendait évidemment à ce que ces réponses soient consignées dans le compte

rendu de la réunion du Comité des pratiques antidumping. Les CE seraient parfaitement d'accord pour que ces réponses soient insérées dans le compte rendu de façon qu'elles soient distribuées à tous les Membres.

52. La Présidente a demandé si les CE acceptaient que les réponses soient insérées dans le compte rendu mais ne soient pas distribuées en tant que document officiel.

53. Le représentant des Communautés européennes a dit que les États-Unis avaient distribué leurs questions sous la forme d'un document "de travail". Les CE considéraient que ces questions n'avaient pas été posées dans le cadre de l'examen d'une notification de législation; par conséquent, les modalités de procédure applicables à ces notifications ne concernaient pas lesdites questions. Les CE considéraient qu'elles avaient répondu, y compris par écrit, à ces questions. L'intervenant a dit qu'il prenait note des questions et en ferait part aux autorités compétentes.

54. Le représentant des États-Unis a dit qu'il aimerait que la Présidente ou un membre du Secrétariat précise le règlement intérieur du Comité en ce qui concerne les questions officiellement communiquées au Comité, et lui dise en particulier si les Membres avaient officiellement le droit d'exiger une réponse écrite.

55. Le représentant de la Corée a dit que, pour son pays, les arguments donnés par les CE ne justifiaient en rien que les CE agissent de façon incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC et notamment celles qui découlaient de l'Accord SMC. La Corée reconnaissait que les Membres avaient le droit de réagir à une modification des circonstances, c'est-à-dire en l'espèce l'élargissement. La Corée considérait que c'était légitime, mais si un Membre risquait de violer une de ses obligations en réagissant à une modification des circonstances, il lui incombait de prendre des mesures pour éviter cette violation. C'était ainsi que devait agir tout Membre de l'OMC ayant le sens de ses responsabilités.

56. La représentante de l'Australie a remercié les CE d'avoir répondu à certaines des questions posées par sa délégation. L'Australie avait demandé à nouveau des renseignements au sujet du précédent élargissement et des modalités employées par les CE à l'époque, parce qu'elle se souvenait que, lors du débat avec les CE dans le cadre du Comité des accords commerciaux régionaux, un certain nombre de préoccupations avaient été formulées, et elles étaient toujours valables. L'Australie voulait savoir s'il existait une description claire des modalités employées pour le précédent élargissement.

57. La Présidente a donné la parole à un membre du Secrétariat pour répondre à la question des États-Unis.

58. Le représentant du Secrétariat a dit qu'il semblait que, en vertu du règlement intérieur du Comité, les représentants avaient le droit de faire des déclarations orales durant une réunion, déclarations dont un résumé pourrait, sur demande des représentants, être inséré dans le compte rendu de la réunion. Cela dit, pour d'autres procédures spéciales adoptées par le Comité, par exemple pour l'examen des notifications de législations et des notifications de subventions, il était apparu qu'un échange de questions et de réponses écrites facilitait considérablement le travail des délégations.

59. La Présidente a remercié le Secrétariat de cette précision. Elle a dit qu'à son avis la communication des réponses par écrit faciliterait considérablement les travaux du Comité.

60. Le représentant des Communautés européennes a demandé au représentant de l'Australie de l'excuser d'avoir oublié de répondre à une des trois questions, concernant les modalités employées lors du précédent élargissement. Il a indiqué que les CE avaient publié en février 1995 un avis au Journal officiel invitant tous les intéressés à demander un réexamen au motif d'une "modification des

circonstances", la modification en question étant l'élargissement des CE. Les CE étaient disposées à engager une procédure de réexamen pour toute partie qui l'aurait demandé. Toutefois, elle n'avait reçu aucune demande pour ce motif. Pour plus de précisions sur les modalités antérieures, l'intervenant a renvoyé les représentants au compte rendu de la réunion de 1995 du Comité des pratiques antidumping, distribué sous la cote G/ADP/M/2, à partir du paragraphe 66.

61. Le représentant des États-Unis a remercié les CE des renseignements additionnels qu'elles venaient de fournir. Il a dit que les États-Unis jugeaient fâcheux que les réponses à leurs questions écrites ne soient pas distribuées sous forme d'un document officiel.

62. Le Comité a pris note des déclarations.

L. NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

63. La Présidente a rappelé que le Comité s'était réuni en session extraordinaire le 27 octobre 2003 pour l'examen des nouvelles notifications complètes de 2003 et que, conformément aux modalités qu'il avait adoptées en mai 2003, il tiendrait deux autres sessions extraordinaires en même temps que ses réunions du printemps et de l'automne 2004. Toutefois, plusieurs notifications de subventions portant sur des années antérieures (1998 à 2001) étaient inscrites à l'ordre du jour pour examen par le Comité.

64. La première de ces notifications était la nouvelle notification complète de 2001 du Brésil, distribuée sous la cote G/SCM/N/71/BRA. Il s'agissait d'un document à double cote et la partie nouvelle et complète de 2003 de la notification serait examinée à la session extraordinaire du printemps 2004. En ce qui concerne la notification 2001, le Comité n'avait reçu aucune question écrite. La Présidente a demandé si les Membres souhaitaient faire des observations ou poser des questions au sujet de la notification du Brésil.

65. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation aurait très probablement des questions à poser au sujet de la notification 2003 concernant les subventions du Brésil.

66. La notification de la Bulgarie était un document à cotes multiples: G/SCM/N/25, 38, 48, 60 et 71/BGR, qui pouvait être examiné en une seule fois. Aucune de ces notifications n'a suscité de questions orales ou écrites.

67. L'Islande avait fait plusieurs notifications qui pouvaient également être examinées en même temps. Elles avaient été distribuées sous les cotes G/SCM/N/48/ISL/Rev.1, G/SCM/N/60/ISL et G/SCM/N/71/ISL. Les États-Unis avaient posé des questions écrites reproduites dans le document G/SCM/Q2/ISL/7 et l'Islande y avait répondu dans le document G/SCM/Q2/ISL/8. Il n'y a pas eu d'autres questions ou observations.

68. La dernière nouvelle notification complète de 2001 inscrite à l'ordre du jour du Comité était la notification "néant" du Myanmar, distribuée sous la cote G/SCM/N/71/MMR. Il s'agissait d'un document à double cote. La nouvelle notification complète de 2003 qu'il contenait également serait examinée à la session extraordinaire du printemps 2004. Aucune question écrite ou orale n'avait été posée au sujet de la notification 2001.

69. La Présidente a dit que toutes les questions complémentaires devaient être communiquées aux Membres concernés et au Secrétariat au plus tard le 7 novembre 2003. Les réponses écrites à ces questions devaient être communiquées aux Membres concernés et au Secrétariat au plus tard le 8 janvier 2004.

70. Le Comité a pris note des déclarations et a conclu son examen des notifications.

M. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

71. La Présidente a rappelé que la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce disposait que tous les organes subsidiaires, y compris ce Comité, "dont le mandat couvre les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du présent protocole examineront, dans un délai d'un an à compter de l'accession ..., selon qu'il conviendra compte tenu de leur mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du présent protocole". Avant l'examen, la Chine devait fournir des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés dans l'Annexe 1A du Protocole. Elle pouvait également soulever des questions sur toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou sur tous autres engagements spécifiques pris par d'autres Membres dans le cadre du Protocole, au sein des organes subsidiaires ayant un mandat correspondant. La Présidente a indiqué que le Comité devait communiquer rapidement les résultats de l'examen au Conseil du commerce des marchandises. L'examen devait avoir lieu tous les ans après l'accession, pendant huit ans, le dernier examen étant prévu la dixième année ou à une date antérieure décidée par le Conseil général.

72. La Présidente a indiqué qu'il n'y avait pas de procédures prescrites dans le Protocole pour la conduite de l'examen transitoire, si ce n'est que la Chine devait fournir des renseignements pertinents avant l'examen. À ce sujet, elle a fait observer que, dans l'Annexe 1A, il était spécifié que la Chine devait fournir au Comité des renseignements sur les points suivants, conformément aux dispositions de l'article 18.1 de son Protocole d'accession: "Politiques en matière de prix": a) "Application des mesures existantes de contrôle des prix ou de toute autre mesure de contrôle des prix et justification de leur utilisation"; et b) "Mécanismes de fixation des prix utilisés par les entreprises commerciales d'État chinoises pour les produits exportés". Elle a indiqué que la Chine avait présenté, le 24 octobre 2003, une notification à ce sujet qui avait été distribuée sous la cote G/SCM/N/104.

73. La Présidente a indiqué que les délégations des Communautés européennes, du Mexique et des États-Unis avaient présenté, dans le cadre de l'examen transitoire, des questions et des observations qui étaient reproduites dans les documents G/SCM/Q2/CHN/4 à 6. Avant de passer à ces questions, elle a donné la parole aux Membres qui souhaitent faire des observations générales.

74. Le délégué des États-Unis a reconnu les efforts faits par la Chine pendant l'année écoulée pour établir un régime en matière de droits compensateurs et de subventions qui soit transparent, respectueux du droit et conforme aux règles de l'OMC. Il a noté que ce processus n'était cependant pas achevé et que, dans l'esprit du Mécanisme d'examen transitoire, les États-Unis souhaitent appeler l'attention sur les domaines où des améliorations pouvaient encore être apportées. Pour faire en sorte que cet examen soit aussi constructif que possible, les États-Unis avaient également présenté des questions par écrit. Selon eux, des questions et des réponses écrites étaient la façon la plus pratique et la plus appropriée de communiquer convenablement des renseignements techniques. Le délégué a ajouté qu'il était dans l'intérêt de tous les Membres, y compris la Chine, de promouvoir le libre-échange de renseignements au moyen des mécanismes prévus par l'OMC, y compris le Mécanisme d'examen transitoire.

75. Les États-Unis se sont félicités des efforts faits actuellement par la Chine pour établir et compléter le cadre juridique de son régime en matière de droits compensateurs avant d'imposer des mesures. La Chine avait publié des règles ministérielles concernant les enquêtes sur l'existence d'un dommage causé à une branche de production ainsi que des règles judiciaires concernant l'examen des appels en matière de droits compensateurs. Il subsistait cependant des lacunes dans sa structure juridique, notamment en ce qui concernait les réexamens intérimaires et à l'extinction, les règles et procédures régissant l'accès aux renseignements non confidentiels et les engagements.

76. Les États-Unis ont noté que la Chine avait notifié à l'OMC bon nombre de ses lois et réglementations en matière de droits compensateurs. D'autres lois et réglementations, notamment celles qui avaient trait à la révision judiciaire des mesures compensatoires, n'avaient pas été notifiées. Le délégué des États-Unis a rappelé que la notification de ces lois et réglementations était exigée par l'OMC, en particulier par l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions, afin d'accroître la transparence du régime des Membres en matière de droits compensateurs, y compris du processus de révision judiciaire. Les États-Unis espéraient donc que la Chine notifierait au Comité SMC toutes les lois et réglementations ayant un rapport avec les enquêtes en matière de droits compensateurs et les réexamens y relatifs.

77. La Chine avait informé le Comité SMC que les fonctions du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique et celles de la Commission d'État pour l'économie et le commerce avaient été regroupées dans le cadre du Ministère du commerce. Toutefois, le rôle de la Commission tarifaire du Conseil d'État n'était pas encore bien clair. De plus, la Chine ne semblait pas avoir publié de règlements régissant les actions de la Commission tarifaire dans les enquêtes ou les réexamens en matière de droits compensateurs. Les États-Unis ont demandé instamment à la Chine de préciser le rôle de surveillance de la Commission tarifaire du Conseil d'État, en indiquant notamment quand elle peut exercer un pouvoir discrétionnaire au cours d'une enquête. En outre, ils ont encouragé la Chine à établir des procédures pour la publication des décisions prises par la Commission tarifaire dans le cadre des procédures en matière de droits compensateurs.

78. Dans le domaine des subventions, le délégué des États-Unis a dit que son pays était déçu par le fait que la Chine n'avait pas présenté leur notification annuelle concernant les subventions, exigée par l'article 25.1 de l'Accord sur les subventions. En fait, elle n'avait présenté aucune notification au titre de l'article 25.1 depuis son accession à l'OMC, il y avait près de deux ans. Les États-Unis ont demandé instamment à la Chine de présenter dans les meilleurs délais une nouvelle notification complète de ses subventions et, en tout état de cause, de notifier immédiatement ce qu'elle pouvait notifier, même si cette notification n'était pas complète. En ne participant pas au processus de notification, la Chine portait atteinte à la transparence que les Membres s'étaient employés à établir, et elle empêchait les Membres de s'assurer qu'elle se conformait à ses obligations au titre de l'Accord sur les subventions et de son Protocole d'accession.

79. De l'avis des États-Unis, l'incertitude suscitée par l'absence de notification de la Chine avait trait, par exemple, aux subventions accordées à certaines entreprises d'État déficitaires. D'après le Protocole d'accession de la Chine, ces subventions devaient prendre fin en 2000. L'an dernier, le représentant de la Chine avait dit au Comité SMC que le programme avait été supprimé en 2001. Or, d'après le délégué des États-Unis, des informations parues récemment dans la presse chinoise indiquaient que le gouvernement était maintenant en train de supprimer ce programme. Il a expliqué que, en fournissant des renseignements plus détaillés sur le programme, par exemple les décrets par lesquels il y avait été ou il y serait mis fin aux niveaux central et local, la Chine dissiperait la confusion qui régnait parmi les Membres quant à l'état de ses subventions.

80. Les États-Unis ont salué les efforts faits par la Chine pour accroître la transparence de son régime en matière de droits compensateurs et pour le mettre en conformité avec les règles de l'OMC, et ils ont exhorté la Chine à en faire autant dans le cas des subventions. Ils ont déclaré qu'ils souhaitaient favoriser la coopération et la compréhension mutuelles sur ce plan au moyen de mécanismes multilatéraux tels que le Mécanisme d'examen transitoire, et par le biais d'échanges techniques bilatéraux.

81. Enfin, les États-Unis ont demandé que le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen transitoire rende compte non seulement de la discussion au titre de ce point de l'ordre du jour, mais aussi des discussions antérieures sur les lois et réglementations de la Chine en matière de droits compensateurs et sur ses pratiques en matière de subventions qui n'avaient pas

encore été notifiées. Ils ont demandé en outre que le compte rendu correspondant ainsi que les questions des Membres et les réponses de la Chine soient annexés intégralement au rapport ou y soient mentionnés.³

82. La Présidente a remercié les États-Unis de leur déclaration et a invité les autres délégations à faire des observations. Elle a rappelé au Comité que les questions posées par le Mexique, par les Communautés européennes et par les États-Unis dans le cadre de l'examen transitoire, figuraient dans les documents G/SCM/Q2/CHN/4, 5 et 6, respectivement. La déléguée de la Chine a été invitée à prendre la parole pour répondre aux questions et aux observations adressées à son pays.

83. La déléguée de la Chine a remercié la Présidente de lui avoir donné la parole pour exposer au Comité comment étaient mis en œuvre les engagements pris par la Chine et pour répondre aux questions posées par des Membres à cette réunion au sujet des subventions et des mesures compensatoires pendant l'année écoulée, dans le cadre de la section 18 du Protocole d'accession de la Chine.

Partie I – Mise en œuvre de l'Accord et des engagements de la Chine.

84. La déléguée de la Chine a indiqué que son pays avait présenté au Comité des renseignements pertinents avant la réunion, conformément à la prescription de l'Annexe 1A du Protocole d'accession de la Chine.⁴ Pendant l'année écoulée, la Chine avait notifié cinq règlements ministériels relatifs aux mesures compensatoires, à savoir: les règles provisoires relatives à l'ouverture d'enquêtes en matière de droits compensateurs⁵; les règles provisoires relatives à la conduite des auditions publiques dans le cadre des enquêtes en matière de droits compensateurs⁶; les règles provisoires relatives aux questionnaires d'enquête en matière de droits compensateurs⁷; les règles provisoires relatives à la vérification sur place dans le cadre des enquêtes en matière de droits compensateurs⁸; et les règles relatives aux enquêtes en matière de droits compensateurs et à la détermination de l'existence d'un dommage causé à une branche de production.⁹

85. La Chine a indiqué que la Cour suprême du peuple avait adopté, le 11 septembre 2002, les dispositions relatives à l'application de la loi dans le règlement des différends administratifs en matière de droits compensateurs, qui étaient entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2003, et qui précisaient comment la Cour acceptait et instruisait les différends en question. Elle a ajouté que ces dispositions seraient notifiées à l'OMC conformément aux procédures de notification.

³ Comme cela est indiqué dans le compte rendu relatif au point B de l'ordre du jour, le Comité a examiné, dans le cadre de l'échange de questions et de réponses auxquelles il est fait référence, la nouvelle notification de la Chine concernant sa législation (document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.2). Comme cela est indiqué dans le compte rendu relatif au point H de l'ordre du jour, le Comité a examiné, dans le cadre de l'échange de questions et de réponses auxquelles il est fait référence, la notification de la Chine concernant sa législation qui avait été examinée précédemment (document G/SCM/N/1/CHN/Suppl.1).

⁴ Document G/SCM/N/104.

⁵ Document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.1.

⁶ Document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.1.

⁷ Document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.1.

⁸ Document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.1.

⁹ Document G/SCM/N/1/CHN/1/Suppl.2.

86. La déléguée de la Chine a dit que, pendant l'année écoulée, son pays n'avait ouvert aucune enquête en matière de droits compensateurs.

Partie II – Réponses aux questions des Membres.

87. La déléguée de la Chine a indiqué que certaines questions n'étaient parvenues à sa délégation qu'un jour avant la réunion. Elle a dit que non seulement cela était incompatible avec la pratique de l'OMC, mais encore cela n'aidait pas du tout à présenter des réponses satisfaisantes, exactes et appropriées, ce qui amoindrait la valeur et la nécessité de l'examen transitoire. Néanmoins, dans un esprit de coopération, la Chine avait essayé de répondre au mieux à ces questions.

88. Premièrement, sur la question de l'octroi de subventions aux entreprises aux niveaux national et infranational, elle a indiqué que la Chine avait mis fin à toutes les subventions à l'exportation. Par exemple, à présent, elle n'appliquait aucune subvention ni aucun programme de subventions dans le secteur des textiles, ce qui était conforme aux engagements qu'elle avait pris au moment de son accession. Le Conseil national de l'industrie textile mentionné dans les questions n'avait entrepris aucun travail concernant des programmes de subventions. La déléguée de la Chine a souligné que les informations citées étaient erronées. Depuis son accession à l'OMC, la Chine avait fait des efforts considérables pour recueillir des renseignements sur les subventions. Ces efforts s'étaient heurtés à de nombreuses difficultés, notamment à l'incompréhension partielle, par les fonctionnaires locaux, des prescriptions de l'OMC en matière de notification, au mauvais fonctionnement du système national de collecte de données et à la diversité des critères utilisés dans les statistiques. Des mesures étaient prises actuellement pour résoudre ces problèmes, tant au niveau national qu'au niveau infranational, consistant, par exemple, dans le renforcement des communications entre les fonctionnaires dans l'organisation de séances d'information par des experts de l'OMC et dans la traduction du manuel de coopération technique sur les prescriptions de l'OMC en matière de notification. La Chine avançait énergiquement dans ces travaux, mais elle n'était pas en mesure de préciser dans quel délai ils seraient achevés.

89. Deuxièmement, sur la question des conditions à remplir pour qu'une entreprise soit considérée comme une entreprise à participation étrangère directe tournée vers l'exportation et bénéficie d'une exonération ou d'une réduction de l'impôt sur les bénéfices, la déléguée de la Chine a expliqué que l'article 3 de la Loi de la RPC sur les entreprises à capital entièrement étranger stipulait que l'établissement d'une telle entreprise devait contribuer au développement de l'économie nationale chinoise. L'État encourageait l'implantation d'entreprises à capital entièrement étranger tournées vers l'exportation ainsi que l'adoption de technologies de pointe. L'article 17 stipulait que les entreprises à capital entièrement étranger seraient assujetties à l'impôt conformément aux règlements officiels en vigueur et pouvaient bénéficier d'un traitement préférentiel sous la forme d'une réduction ou d'un remboursement d'impôts. Les paragraphes 7 et 8 de l'article 75 du Règlement d'application de la Loi de la RPC sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères stipulaient que, à l'expiration de la période d'exemption ou de réduction de l'impôt, les entreprises à participation étrangère dont les exportations pendant une année ont représenté plus de 7 pour cent de leur production pendant la même année avaient droit à une réduction de 50 pour cent du taux normal de l'impôt sur les bénéfices prévu par la loi. Les entreprises établies dans les zones économiques spéciales ou dans les zones de développement économique et technologique ainsi que toutes les autres entreprises exportatrices bénéficiant déjà d'un taux d'imposition de 15 pour cent verraient ce taux ramené à 10 pour cent si elles remplissaient également les conditions susmentionnées. La compatibilité de ces dispositions avec l'Accord SMC était actuellement examinée.

90. Troisièmement, sur la question de la prescription relative aux résultats à l'exportation énoncée dans la Loi sur les entreprises à capital entièrement étranger comme condition pour pouvoir bénéficier d'un allègement d'impôt, la Chine a indiqué que trois lois régissaient les entreprises à participation

étrangère, à savoir la Loi sur les coentreprises à capitaux chinois et étrangers, la Loi sur les coentreprises contractuelles sino-étrangères et la Loi sur les entreprises à capital entièrement étranger. Seule cette dernière contenait une prescription en matière de résultats à l'exportation. Dans le cadre des préparatifs de l'accession à l'OMC, en octobre 2000, l'article 3.1 de cette loi avait été modifié comme suit: l'établissement d'une entreprise à capital entièrement étranger contribuera au développement de l'économie nationale chinoise. L'État encourageait l'établissement d'entreprises à capital entièrement étranger tournées vers l'exportation ainsi que l'adoption de technologies de pointe. La disposition initiale, selon laquelle une entreprise à participation étrangère devait adopter des technologies de pointe ou devait exporter la totalité ou la quasi-totalité de sa production avait été remplacée.

91. Quatrièmement, sur la question des prétendues informations fournies sur le site Internet du Centre pour l'investissement étranger de Shanghai, la déléguée de la Chine a souligné que le site dudit centre n'était pas un site officiel et que les renseignements qu'il contenait ne faisaient pas autorité et n'avaient aucun caractère obligatoire. Elle a ajouté que les Membres pouvaient consulter les lois et règlements pertinents dans le journal désigné par le gouvernement: le Journal du commerce extérieur et de la coopération économique de la Chine.

92. Cinquièmement, sur la question de l'application de prix prétendument différents pour l'énergie, les transports, l'eau et les télécommunications, suggérée par les renseignements donnés sur le site Internet susmentionné, la déléguée de la Chine a dit qu'elle tenait à apporter quelques précisions à ce sujet, bien que la source de ces renseignements reste incertaine. Selon elle, il n'y avait aucune pratique consistant à fixer des prix différents pour l'énergie, l'eau, l'électricité, les transports et les télécommunications pour les entreprises d'État et pour les autres entreprises. La pratique consistant à fixer des prix multiples pour un même produit ou service avait été complètement supprimée. La fixation des prix par l'État et la fixation de prix indicatifs par le gouvernement s'appliquaient uniquement à des biens et à des services, indépendamment du régime de propriété des entreprises. Toutes les entreprises, y compris les entreprises d'État, les entreprises à participation étrangère et les entreprises étrangères, étaient traitées de la même façon en ce qui concernait la fixation des prix par le gouvernement et la fixation de prix indicatifs.

93. Sixièmement, sur la question du nouveau système de redistribution de la TVA pour la production de cuivre, la déléguée de la Chine a indiqué que les questions sur ce point avaient déjà été abordées lors de l'examen transitoire du Comité de l'accès aux marchés, le 20 octobre 2003. Elle jugeait préférable, en raison du manque de temps, de ne pas répéter ces réponses devant le Comité SMC.

94. Septièmement, à propos du contrôle des prix et de la fixation de prix indicatifs par le gouvernement, la déléguée de la Chine a dit que son pays avait réduit la gamme des produits et services visés et le contrôle des prix et que l'huile végétale avait été retirée en 2001 de la liste figurant à l'Annexe 4 du Protocole d'accession. Elle a ajouté que la Chine n'avait pas prévu et ne prévoyait pas d'élargir la gamme des produits et services soumis à des prix fixés par l'État ou à des prix indicatifs, et que toute modification qui lui serait apportée serait publiée dans le Journal du commerce extérieur et de la coopération économique de la Chine.

95. Avant de laisser la parole à un autre membre de la délégation chinoise, la déléguée de la Chine a dit qu'elle espérait que les renseignements donnés avant la réunion et les explications qu'elle venait de fournir faciliteraient l'examen. Elle a invité son collègue à faire des observations supplémentaires au sujet des autres observations ou déclarations.

96. Le délégué de la Chine a remercié les États-Unis de l'intérêt qu'ils portaient au processus d'examen transitoire et de leur appréciation des progrès accomplis par la Chine dans le domaine des subventions et des mesures compensatoires. Avant de répondre aux observations faites dans la

déclaration des États-Unis, il a souligné que, même si celles-ci étaient présentées comme des "observations générales", il s'agissait en fait de questions, donc d'une liste de questions, que les États-Unis auraient dû présenter avant la réunion, pour permettre à la Chine de préparer des réponses appropriées.

97. Le délégué de la Chine a observé que la déclaration des États-Unis contenait plusieurs points. En ce qui concernait la demande de réponses écrites aux questions posées par les Membres considérés, il a noté que, conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la Chine, la seule obligation faite à la Chine était de présenter les renseignements avant l'examen, y compris les renseignements spécifiés dans l'Annexe 1A du Protocole. Il a indiqué que la Chine avait déjà fourni ces renseignements au Comité par écrit avant la convocation de la réunion¹⁰ et que, de plus, la déclaration que venait de faire le chef de la délégation chinoise serait également communiquée par écrit aux Membres intéressés après la réunion. La Chine estimait que les renseignements déjà présentés par écrit et les réponses orales qu'elle avait données pendant la réunion étaient suffisantes pour garantir un examen utile et effectif ainsi qu'un échange de renseignements. Selon lui, il ne serait pas conforme au mandat énoncé dans la section 18 de demander autre chose à la Chine, mais de surcroît cela lui imposerait une charge inattendue et indue.

98. Le délégué de la Chine a souligné que le dernier paragraphe de la déclaration des États-Unis contenait encore une autre demande de procédure, à savoir que le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen transitoire rende compte des lois et règlements de la Chine en matière de droits compensateurs et de ses pratiques en matière de subventions qui n'avaient pas encore été notifiées et que le compte rendu s'y rapportant ainsi que les questions des Membres et les réponses de la Chine soient annexés à ce rapport ou y soient mentionnés. Le délégué de la Chine a dit qu'il voulait consulter ses collègues des États-Unis pour savoir quel était le fondement juridique de cette demande avant que la Chine n'y réponde comme il convient.

99. Le délégué de la Chine a souhaité aborder d'autres questions, telles que la demande de notifications concernant la législation mais aussi de notifications concernant les subventions. Il a souligné que la Chine attachait elle aussi beaucoup d'importance à la présentation de ces notifications parce qu'elle était d'avis – sans doute comme beaucoup d'autres – que cela contribuait à l'échange de renseignements et à l'amélioration de la transparence des processus internes des différents pays. La Chine souhaitait réaffirmer sa volonté de s'acquitter de son obligation de notification.

100. Le délégué de la Chine a noté qu'une question avait été posée au sujet de lacunes subsistant dans la structure juridique chinoise, par exemple, en ce qui concernait les réexamens intérimaires et à l'extinction des mesures compensatoires. Il a indiqué que la Chine n'avait procédé jusqu'à présent à aucune enquête en matière de droits compensateurs mais qu'elle était en train d'élaborer une législation dans ce domaine au cas où une enquête de ce genre serait ouverte dans l'avenir. Il a souligné que les délégués pouvaient être sûrs que la Chine honorerait ses engagements dans le cadre de l'OMC et continuerait de mettre sa législation en conformité avec les règles de l'OMC, y compris dans le domaine des enquêtes en matière de droits compensateurs.

101. Au sujet du rôle de la Commission tarifaire du Conseil d'État, le délégué de la Chine a indiqué que cette question a été posée à plusieurs reprises à la fois au Comité de sauvegarde et au Comité des pratiques antidumping. Il a dit que le rôle de la Commission était très clair, comme cela était indiqué ou prévu dans les trois règlements que la Chine avait promulgués jusque-là, à savoir le règlement relatif aux enquêtes antidumping, le règlement relatif aux enquêtes en matière de droits compensateurs et le règlement sur les sauvegardes. Pour simplifier, la Commission avait pour rôle d'établir des déterminations concernant les taux des droits antidumping, des droits compensateurs ou

¹⁰ Renseignements au titre de l'Annexe 1A distribués sous la cote G/SCM/N/104.

des droits de sauvegarde, proposées auparavant par le MOFTEC, et maintenant par le MOFCOM. Il a ajouté que les taux de droits qu'elle fixait ne dépassaient pas le taux proposé par le MOFCOM. Selon lui, cela avait déjà été dit très clairement par la Chine.

102. Le délégué de la Chine a noté la question concernant les subventions accordées à certaines entreprises publiques déficitaires. Il a confirmé que la politique de la Chine était de supprimer les subventions accordées aux entreprises publiques déficitaires. Il a noté que, dans la déclaration des États-Unis, il était allégué que, d'après des informations publiées récemment dans la presse chinoise, le gouvernement était encore en train d'éliminer ce programme au lieu de l'avoir supprimé totalement en 2002. Il a demandé à la délégation des États-Unis de donner à la Chine des renseignements plus précis sur ces articles de presse, notamment sur leur source, sur la date à laquelle ils avaient été publiés et sur les secteurs, les industries ou les entreprises concernés, afin d'aider la Chine à répondre convenablement à cette question.

103. Le délégué de la Chine a conclu qu'il ne voyait pas d'autres questions dans la déclaration des États-Unis et qu'il espérait que ses réponses leur donneraient satisfaction.

104. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que, lors du dernier examen transitoire, sa délégation avait soulevé quatre questions distinctes: conformité des notifications concernant les subventions; subventions à l'exportation; contrôle des prix, en particulier vis-à-vis des entreprises publiques, et enfin, lois et réglementations en matière de droits compensateurs. Il a noté que, depuis l'année dernière, des progrès importants avaient été faits sur l'un de ces quatre points – les lois et réglementations en matière de droits compensateurs – et il a remercié la Chine d'avoir notifié la législation et les règlements d'application et d'avoir répondu en détail aux questions des Membres.

105. Toutefois, sur les trois autres points, les préoccupations concernant le respect par la Chine des règles de l'OMC étaient encore plus vives que l'an dernier. La situation était plutôt décevante. Ces préoccupations étaient dues en grande partie au manque de transparence. Il avait noté avec une grande attention que la Chine avait réaffirmé son engagement de s'acquitter de ses obligations en matière de transparence. Toutefois, les mots devaient être accompagnés par des actes. Il a noté en outre que deux ans après l'accession de la Chine à l'OMC, les délégations attendaient encore une notification concernant les subventions, bien qu'une notification satisfaisante concernant les subventions ait déjà été présentée dans le cadre du processus d'accession.

106. Le représentant des Communautés européennes a dit que la question de savoir si un Membre de l'OMC respectait ou non ses obligations en matière de notification n'était pas une question purement théorique. À titre d'exemple, il a cité la question des subventions éventuelles à l'industrie du cuivre. Il a noté que les questions des CE sur ce point particulier n'avaient pas reçu de réponse à cette réunion. Il s'agissait de questions bien précises, qui demandaient des renseignements sous la forme d'une notification de subventions, renseignements qui n'avaient certainement pas été demandés sous cette forme dans le cadre d'autres comités.

107. Revenant à l'exemple du cuivre, le représentant des Communautés européennes a fait observer qu'il s'était produit une grave distorsion du commerce international en rapport avec la fourniture de débris de cuivre, qui servaient à la production de cuivre affiné, et ce en faveur des fonderies et des entreprises d'affinage chinoises. Des recherches détaillées, pour lesquelles les CE avaient dû consulter des sites Internet parce qu'il n'y avait pas d'autres informations disponibles, avaient révélé que ce déplacement était dû à des mécanismes qui constituaient apparemment des subventions. Le but même des obligations de notification était d'assurer la transparence dès le début et le déséquilibre qui existait actuellement à cet égard était extrêmement préoccupant. De plus, bien que les CE aient écouté attentivement les déclarations selon lesquelles les subventions à l'exportation appartenaient au passé et la fixation de prix préférentiels pour les entreprises publiques avait cessé, elles avaient toujours du mal à concilier cela avec la réalité commerciale. La réalité commerciale apparaissait aussi

dans la façon dont certaines informations étaient fournies aux opérateurs économiques. Le représentant a souligné que, là encore, c'était une question de transparence. Il a ajouté que la Chine ne leur avait fourni aucune information officielle sous la forme requise et que c'était pour cette raison qu'ils devaient recourir à différentes sources d'informations. Une fois encore, c'était une question de transparence qu'il fallait résoudre.

108. Le représentant des Communautés européennes a noté avec attention la déclaration selon laquelle, en vertu de certaines dispositions des lois chinoises, les avantages fiscaux étaient subordonnés au volume des exportations qui devait dépasser un certain seuil. Les Communautés européennes étaient d'avis que cela indiquait clairement une subordination aux exportations au sens de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et elles encourageaient la Chine à achever rapidement l'analyse de la conformité de ces dispositions avec les règles de l'OMC.

109. En conclusion, le délégué des Communautés européennes a dit que la situation concernant les trois points qu'il avait mentionnés était très préoccupante et il a vivement encouragé la Chine à poursuivre et à renforcer ses efforts dans ce domaine.

110. Le délégué du Mexique a remercié la Chine pour ses réponses aux questions posées par son pays, réponses qu'il jugeait fort utiles. Il a noté que bon nombre des questions du Mexique, auxquelles la Chine avait répondu, étaient d'ordre technique ou sectoriel. Par conséquent, selon lui, il était opportun que la Chine y réponde par écrit, comme cela était demandé dans le document du Mexique, en joignant si possible les textes législatifs pertinents pour permettre de mieux comprendre la situation. Il a ajouté que cela éviterait au Mexique de poser des questions supplémentaires.

111. Le délégué des États-Unis a dit qu'il souhaitait poursuivre le dialogue au sujet de la déclaration des États-Unis et de la réponse de la Chine. Il a remercié la Chine pour sa déclaration au sujet de ses programmes de subventions, il pensait qu'il serait utile que toutes les délégations aient une meilleure connaissance des programmes en question. Il souhaitait obtenir une copie de la déclaration écrite qui avait été lue par le chef de la délégation chinoise. Les États-Unis reprenaient à leur compte les observations des Communautés européennes concernant les avantages qui sont subordonnés aux résultats à l'exportation. Ils pensaient eux aussi qu'il s'agissait de subventions à l'exportation qui pouvaient être contraires à l'article 3 de l'Accord sur les subventions, et ils ont rappelé que la Chine avait accepté que d'éliminer ces subventions dans le cadre de son accession.

112. Deuxièmement, les États-Unis ont pris note de l'engagement de la Chine de présenter une notification concernant ses subventions. Le délégué des États-Unis a dit qu'il comprenait les difficultés qu'elle avait pour présenter cette notification et pour travailler avec les gouvernements infrafédéraux, et il compatissait car il ne doutait pas des difficultés qu'elle rencontrait. Cependant, il ne pouvait que s'associer aux propos tenus par les Communautés européennes, qui avaient souligné que des mesures concrètes devaient être prises à cet égard.

113. Le délégué des États-Unis a dit que sa délégation voudrait obtenir de plus amples renseignements, au cours de la réunion, sur le nouveau régime de TVA. Il pensait que certaines questions concernant les subventions avaient été posées et, comme il n'avait pas assisté à la réunion du Comité de l'accès aux marchés, il voudrait que des informations supplémentaires soient données à la réunion du Comité SMC.

114. Enfin, en ce qui concernait les subventions aux entreprises d'État déficitaires, le délégué des États-Unis a dit que, sauf erreur de sa part, ce programme avait été décrit dans les documents d'accession de la Chine. Il se demandait s'il appartenait aux autres Membres d'appeler l'attention de la Chine sur un programme qu'elle avait elle-même décrit à l'OMC. Les États-Unis ont confirmé qu'ils disposaient d'un article de presse dans lequel ils avaient trouvé les informations utilisées dans leur déclaration. Cet article, intitulé "le Ministère des finances réforme les subventions aux entreprises

d'État pour se conformer aux règles de l'OMC", était daté du 20 septembre 2003. Les États-Unis ont dit qu'ils fourniraient volontiers une copie à la Chine à la fin de la réunion. Le délégué des États-Unis a cependant souligné de nouveau que, de l'avis des États-Unis, il ne leur appartenait pas de chercher des programmes pour les porter à l'attention de la Chine. Il a ajouté que l'obligation de notification représentait un effort de transparence que toutes les délégations avaient entrepris. Certes, la tâche était difficile mais toutes les délégations avaient rencontré des difficultés. Il encourageait donc la Chine à aller de l'avant le plus rapidement possible.

115. La Présidente a remercié les États-Unis pour leur déclaration. Elle a rappelé au délégué des États-Unis que la Chine avait demandé que soit précisé le fondement juridique de leur demande concernant les observations générales.

116. Le délégué des États-Unis a répondu qu'il croyait savoir que cela faisait partie du processus normal d'examen transitoire suivi l'année précédente.

117. La Présidente a remercié les États-Unis pour cette précision et a donné la parole au Japon.

118. Le Japon a dit qu'il partageait les préoccupations exprimées par les États-Unis et par les Communautés européennes parce que son industrie, en particulier celle de la fonte du cuivre, était très préoccupée par la question du système de redistribution de la TVA. Le Japon avait eu beaucoup de mal à obtenir des renseignements sur ce système et, pour cette raison, son industrie avait de sérieuses préoccupations à ce sujet. En conséquence, il avait été demandé au gouvernement japonais de fournir une assistance à l'industrie du cuivre. Le Japon souhaiterait donc obtenir tous les renseignements que la Chine peut fournir sur ce point.

119. Le délégué de la Chine a remercié les délégués des Communautés européennes, du Japon, du Mexique et des États-Unis pour leurs questions complémentaires et a proposé de répondre à certaines d'entre elles. En ce qui concernait l'obligation de notification incombant à la Chine, il a dit que son pays avait à cœur de s'acquitter de cette obligation et qu'il était en train d'améliorer son système de notification pour le rendre conforme à la norme établie par l'OMC.

120. Sur d'autres questions particulières, le délégué de la Chine a noté que la question du prétendu système de redistribution de la TVA sur les débris de cuivre avait été soulevée à la fois par les Communautés européennes et par le Japon. Il souhaitait apporter quelques précisions. En 2000, la Chine avait adopté une politique consistant à rembourser une partie du produit de la taxe sur la valeur ajoutée perçue sur le cuivre importé à certaines des entreprises publiques de fonderie et d'affinage du cuivre. Après son accession à l'OMC en décembre 2001, elle avait modifié cette politique pour la rendre conforme au principe du traitement national. En 2002, elle avait étendu son champ d'application à toutes les entreprises indépendamment de leur régime de propriété. Il considérait donc que la Chine avait déjà mis sa politique en conformité avec la prescription de l'OMC. En réponse à d'autres questions complémentaires, il a dit que la Chine avait pour politique et pour pratique de supprimer les subventions à l'exportation et, grâce aux efforts qu'elle avait faits au cours des dernières années, elle estimait avoir mis son système en conformité avec les prescriptions de l'OMC.

121. Le délégué de la Chine a noté que le Mexique avait demandé la présentation de réponses écrites aux questions posées au titre du point de l'ordre du jour relatif au mécanisme d'examen transitoire. Il a rappelé que les raisons pour lesquelles cette demande n'était pas acceptée avaient déjà été exposées au cours de la réunion. De l'avis de la Chine, le fait de présenter des réponses écrites irait au-delà du mandat énoncé dans la section 18 du Protocole d'accession. Le délégué a cependant ajouté que la Chine avait l'intention et avait coutume de fournir tous les renseignements nécessaires pour permettre un examen satisfaisant et utile au titre de ce point d'ordre du jour. Il a indiqué que la Chine était toujours prête à tenir des consultations bilatérales avec les Membres concernés et il a

assuré le Comité qu'elle ménagerait de très amples possibilités d'échanger les renseignements pertinents demandés par les Membres.

122. Le délégué des Communautés européennes a remercié la délégation chinoise pour ses réponses à certaines des questions complémentaires, en particulier sur le système de TVA. Il l'a remerciée aussi d'avoir dit que ce système avait été modifié pour respecter l'obligation de traitement national. Il a noté cependant que la question posée par sa délégation était quelque peu différente. Les Communautés européennes voulaient savoir comment fonctionnait ce programme, en quoi consistait réellement la subvention et à qui elle était accordée. Sa délégation n'avait toujours pas obtenu ces renseignements. Il a vivement encouragé la Chine à fournir des renseignements sur ce système, selon le modèle établi pour les notifications concernant les subventions présentées au titre de l'article 25. Il a indiqué qu'une version presque entièrement nouvelle du modèle de notification figurait dans un document de séance.¹¹ Il a affirmé que sa délégation ferait preuve de souplesse et n'insisterait pas pour que chaque renseignement soit donné sous la rubrique appropriée. Ce qui l'intéressait avant tout – et une fois encore la question n'était pas purement théorique, mais avait une grande importance économique pour l'industrie communautaire, – c'était d'obtenir des renseignements sur le fonctionnement de ce programme de subvention. Il a ajouté que les Communautés européennes souhaiteraient avoir ces renseignements dans les meilleurs délais.

123. Le délégué du Mexique a de nouveau remercié la Chine. Il a noté ses explications concernant les renseignements qu'elle pourrait fournir au Mexique ainsi que sa proposition de tenir des réunions bilatérales avec les différentes délégations. Le délégué du Mexique tenait à dire à la Chine qu'il était prêt à avoir avec elle une réunion bilatérale si cela pouvait aider à résoudre le problème. Il pensait que ce serait un très bon moyen d'aller de l'avant.

124. Le délégué de la Chine a remercié toutes les délégations qui avaient pris la parole pour leurs interventions et pour les observations positives qu'elles avaient faites pendant la réunion. Il a dit que les experts chinois étaient sensibles aux questions soulevées pendant les discussions, au cours desquelles la Chine avait engagé de nouveaux échanges constructifs avec les Membres dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire et en dehors de ce cadre. Il pensait cependant qu'il fallait liquider les questions à un moment donné et que le contexte bilatéral – le contexte technique – pouvait aussi être utilisé. Il a suggéré que le point d'information établi au MOFCOM pouvait être une importante source d'informations pour répondre aux préoccupations des Membres.

125. Le Comité a pris note des déclarations.

126. Passant au rapport du Comité sur l'examen transitoire, la Présidente a rappelé que le Protocole ne contenait aucune ligne directrice concernant le rapport. À la suite de l'examen effectué à la réunion ordinaire d'octobre dernier, la Présidente avait établi, sous sa propre responsabilité, un rapport factuel succinct faisant référence aux documents concernés, auquel elle avait joint la partie du compte rendu de la réunion qui avait trait à l'examen transitoire. Elle a demandé aux Membres si cette procédure pouvait de nouveau être suivie.

127. Le Comité en est ainsi convenu.¹²

¹¹ Distribué ultérieurement sous la cote G/SCM/6/Rev.1.

¹² Ce rapport a été distribué sous la cote G/SCM/111.

N. PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4

128. À la séance du 28 octobre 2003, la Présidente a rappelé que les périodes de transition pour certains programmes de subventions à l'exportation de certains pays en développement Membres avaient été prorogées en 2002 pour l'année civile 2003, en vertu des décisions adoptées par le Comité au titre de l'article 27.4 de l'Accord. À ce titre, le Comité n'était habilité à accorder de telles prorogations que pour un an à la fois, sur la base de consultations avec les Membres concernés. Les décisions prises par le Comité en 2002 pouvaient se répartir en deux grandes catégories: la première était celle des décisions dites accélérées, adoptées conformément à la procédure définie dans le document G/SCM/39 et, dans le cas de la Colombie, du paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre; la seconde était celle des décisions fondées uniquement sur l'article 27.4. La Présidente a rappelé que *toutes* les décisions (c'est-à-dire les décisions prises selon la procédure accélérée et celles fondées uniquement sur l'article 27.4) comportaient des obligations de statu quo et de transparence et que le Comité devait examiner le respect de ces obligations en 2003. Par conséquent, le point N.1 de l'ordre du jour concernait l'examen par le Comité du respect des obligations de transparence et de statu quo pour *toutes* les décisions prises (tant les décisions accélérées que celles fondées uniquement sur l'article 27.4). Une grande partie des notifications au titre de l'article 27.4 étaient des documents à double cote qui contenaient aussi la nouvelle notification complète 2003 des subventions des Membres concernés. C'était essentiellement pour cette raison que bon nombre des questions posées au sujet des notifications avaient été distribuées sous deux séries de cotes (la série G/SCM/Q2 pour les questions relatives aux nouvelles notifications complètes de subventions dans le cadre des articles 25 et 26 et la série G/SCM/Q3 pour la procédure au titre de l'article 27.4). L'examen des notifications de la série G/SCM/N/99 aux fins de l'article 27.4 était juridiquement distinct et ne préjugait pas de l'examen ordinaire des nouvelles notifications complètes de subventions de la série G/SCM/N/95 aux fins de la transparence que le Comité devait faire en vertu de l'article 26. L'examen des nouvelles notifications complètes de 2003 fait conformément à l'obligation générale de transparence de l'article 25 était régi par des procédures spéciales adoptées par le Comité à sa réunion de mai 2003. Ces procédures prévoyaient une série de trois sessions extraordinaires, qui se tiendraient à l'occasion des sessions ordinaires du Comité de l'automne 2003 et du printemps et de l'automne 2004. Les notifications à double cote que le Comité examinait au titre de l'article 27.4 figureraient également à l'ordre du jour de la session extraordinaire du printemps 2004, en tant que nouvelles notifications complètes de 2003, pour l'examen habituel aux fins de la transparence, et les Membres auraient bien entendu la possibilité de poser des questions supplémentaires dans ce cadre.

129. La Présidente a dit qu'outre l'examen au titre de l'article 27.4, l'ordre du jour de la réunion du Comité comportait aussi un point (N.2) concernant d'éventuelles décisions du Comité au sujet de la reconduction des prorogations de *certain*s pays en développement Membres pour 2004. Le Comité devait se pencher en particulier sur la reconduction des prorogations accordées en vertu de la procédure accélérée, comme prévu dans le document G/SCM/39. Selon le paragraphe 1 e) de ce document, jusqu'à la fin de l'année civile 2007 "sous réserve des réexamens annuels effectués pour vérifier que les prescriptions en matière de transparence et de statu quo ... sont observées, les Membres du Comité conviendront de reconduire les prorogations". Par conséquent, dans le cas des prorogations accordées selon la procédure accélérée et pour lesquelles l'examen du Comité concernant le statu quo et la transparence paraissait avoir donné satisfaction, la Présidente avait l'intention de proposer que le Comité décide de reconduire les prorogations pour l'année civile 2004. Conformément à la procédure accélérée, la décision du Comité de reconduire les prorogations pour une année supplémentaire, c'est-à-dire l'année civile 2004, devrait être prise sur les mêmes bases et subordonnée aux mêmes conditions que les décisions originelles.

130. La Colombie étant un des Membres qui avaient bénéficié d'une prorogation accélérée et étant donc visée par ce point de l'ordre du jour, la Présidente a demandé au Vice-Président du Comité, M. Naoshi Hirose, de présider les débats relatifs à ce pays lors des trois séances de la réunion du

Comité (28 octobre, 1^{er} et 8 décembre 2003). Pour éviter d'avoir à changer de présidence plus d'une fois, elle a proposé que le Comité commence par examiner toutes les notifications concernant des prorogations accordées en vertu de procédure accélérée définie dans le document G/SCM/39, puis examine les projets de décision de reconduire ces prorogations dans les cas où il apparaissait qu'il avait achevé son examen concernant la transparence et le statu quo à la satisfaction des Membres. Ensuite, le Vice-Président présiderait pour le débat concernant toutes les questions liées aux deux prorogations accordées à la Colombie selon la procédure accélérée. Cela fait, la Présidente reprendrait la présidence pour l'examen des notifications concernant les prorogations autres que celles accordées en vertu de la procédure accélérée.

131. Le Comité en est ainsi convenu.

132. Passant à l'examen des prorogations accordées selon la procédure accélérée définie dans le document G/SCM/39, la Présidente a rappelé que, selon cette procédure, les Membres en question devaient communiquer des notifications de mise à jour annuelles et le Comité devait les examiner pour s'assurer que les prescriptions de statu quo et de transparence des programmes en question étaient respectées. Elle a aussi rappelé aux Membres que, conformément aux procédures, le Comité avait fait en 2002 un important travail de transparence, avec des notifications et des échanges de questions et de réponses écrites, afin de déterminer si les programmes pour lesquels des prorogations avaient été demandées satisfaisaient aux critères définis dans les procédures. À la réunion du printemps 2003 du Comité, les Membres avaient fixé les délais pour la communication des notifications de mise à jour requises pour 2003 et pour l'échange de questions et de réponses aux fins de l'examen 2003.

133. Tous les Membres qui bénéficiaient d'une prorogation en vertu de la procédure accélérée avaient communiqué des notifications et il y avait eu un échange de questions et de réponses écrites. En outre, les Membres avaient eu l'occasion d'examiner toutes les notifications lors des consultations informelles du 17 octobre 2003. Comme le processus d'examen s'était plutôt bien déroulé et que les Membres avaient formulé assez peu de questions et d'observations, la Présidente pensait que le Comité pourrait achever l'examen de la plupart, voire la totalité, des notifications qui avaient été communiquées dans les délais en ce qui concerne les prorogations "accélérées". Si tel était bien le cas, le Comité pourrait prendre les décisions prévues par le document G/SCM/39, c'est-à-dire qu'il reconduirait les prorogations pour l'année civile 2004, sur les mêmes bases et sous réserve des mêmes conditions que les décisions originelles. La Présidente a invité les Membres à faire leurs déclarations au sujet de l'examen par le Comité, qu'elles soient de caractère général ou qu'elles visent un programme en particulier. Elle leur a proposé d'examiner les demandes de reconduction programme par programme (à l'exception de celles de la Colombie qui seraient examinées sous la présidence du Vice-Président) et à faire des observations s'ils le souhaitaient.

134. Le représentant des États-Unis a remercié la Présidente et le Secrétariat ainsi que les pays qui demandaient une reconduction de leurs prorogations qui, pour la plupart, avaient communiqué leurs notifications dans les délais et avaient rapidement répondu aux questions posées. Les États-Unis avaient eu l'impression que le processus fonctionnait bien, tant en matière de transparence que pour les aspects de fond du travail du Comité, et ils approuveraient sans difficulté les décisions relatives à la grande majorité des programmes en question lors de la présente réunion du Comité. En fait, il n'y avait que deux programmes au sujet desquels ils auraient besoin de renseignements supplémentaires, concernant des aspects techniques relativement mineurs, avant de pouvoir prendre une telle décision.

135. Le premier de ces programmes était celui de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ("article 45 de la Loi sur l'impôt sur les revenus"), la notification étant parvenue un peu trop tard pour être examinée en vue d'une décision à la réunion du Comité du 31 octobre. L'intervenant a fait observer que, selon le paragraphe 3 a) des procédures définies dans le document G/SCM/39, les notifications de mise à jour devaient être conformes à la présentation convenue pour les notifications de subventions au titre de

l'article 25 de l'Accord SMC. Il a demandé au Secrétariat de transmettre aux autorités compétentes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée la présentation convenue dans l'espoir que le Comité recevrait une notification révisée.

136. Le deuxième programme au sujet duquel les États-Unis espéraient recevoir plus de renseignements était le programme des entreprises d'exportation ou des zones franches des Fidji. Les États-Unis souhaitent poser des questions complémentaires suscitées par les réponses communiquées par les Fidji dans le document G/SCM/Q2/FJI/8-G/SCM/Q3/FJI/12 du 1^{er} octobre 2003 aux questions posées par les Communautés européennes.

137. Le représentant des Communautés européennes a dit que, comme les États-Unis, les CE se félicitaient des efforts qui avaient été faits pour assurer le bon déroulement du processus. Sa délégation voulait en outre remercier la Présidente des observations qu'elle avait faites au début de l'examen de ce point, à savoir que le calendrier de l'examen au titre de l'article 25 des nouvelles notifications complètes était légèrement différent de celui de l'examen des notifications au titre de l'article 27.4. Par conséquent, on pouvait encore soulever des questions concernant certains points dans le cadre du processus de l'article 25. La délégation de l'intervenant partageait les préoccupations de celle des États-Unis au sujet des programmes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Fidji et serait disposée à revenir sur ces deux questions ultérieurement.

138. La Présidente a remercié les représentants des CE et des États-Unis de leurs interventions et l'ensemble des Membres de la façon très constructive dont ils avaient géré le processus. Le Comité avait achevé l'examen concernant le statu quo et la transparence dont il était chargé pour les programmes suivants:

Antigua-et-Barbuda

- Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 (décembre 1975)
- Loi n° 12 de 1994 portant création de la Zone franche et Zone industrielle

Barbade

- Programme d'indications fiscales
- Abattement au titre des exportations
- Abattement pour la recherche et le développement
- Mesures d'incitations en faveur des sociétés internationales
- Sociétés à responsabilité limitée

Belize

- Loi sur les incitations fiscales
- Loi sur les zones franches industrielles
- Loi sur les zones franches commerciales
- Régime d'exonération conditionnelle de droits en vertu du Traité de Chaguaramas

Costa Rica

- Régime de zone franche
- Régime de perfectionnement actif

Dominique

- Programme d'incitations fiscales

République dominicaine

- Loi n° 8-90, qui "encourage à créer des zones franches et favorise la croissance de celles qui existent"

El Salvador

- Loi sur les zones franches industrielles et commerciales, telle que modifiée

Fidji

- Déduction à court terme de bénéfices tirés des exportations
- Loi sur l'impôt sur les revenus (Décret de 2000 portant modification des mesures d'incitations relatives à la production cinématographique et au secteur de l'audiovisuel)

Grenade

- Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales
- Règles et décrets législatifs – texte n° 37 de 1999
- Loi n° 18 de 1978 sur les entreprises qualifiées

Guatemala

- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation) pour les entreprises soumises à des régimes douaniers spéciaux
- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation pour le processus de production dans le cadre des activités entreprises par les gestionnaires et les usagers des zones franches
- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation pour le processus de production des entreprises commerciales ou industrielles opérant dans la zone industrielle de libre-échange

Jamaïque

- Loi d'encouragement des industries d'exportation
- Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation
- Loi sur les sociétés de vente étrangères
- Loi d'encouragement à l'industrie (construction d'usines)

Jordanie

- Exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices provenant de certaines exportations en vertu de la Loi n° 57 de 1985, telle que modifiée

Maurice

- Programme pour les entreprises exportatrices
- Programme pour les entreprises de pointe
- Promotion des exportations
- Régime de port-franc

Panama

- Registre officiel de l'industrie
- Zone franches industrielles d'exportation

Saint-Kitts-et-Nevis

- Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales

Sainte-Lucie

- Loi n° 15 de 1975 sur les incitations fiscales
- Loi n° 10 de 1999 sur les zones franches
- Loi n° 19 de 1998 sur les micro-entreprises et les petites entreprises

Saint-Vincent-et-les Grenadines

- Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, telle que modifiée

Uruguay

- Régime de promotion des exportations de l'industrie automobile

139. La Présidente a dit qu'il ne serait pas possible d'achever l'examen à la fois du programme des Fidji (régime de perfectionnement) et de celui de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (article 45 de la Loi sur l'impôt sur les revenus) à la séance du 28 octobre. Elle a invité les Membres qui avaient des questions à poser sur l'un ou l'autre de ces programmes à les communiquer au Secrétariat le 7 novembre 2003 au plus tard, les réponses devant être fournies au plus tard le 21 novembre 2003. Une fois que le Comité aurait achevé l'examen de ces programmes des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle pourrait proposer à leur sujet des projets de décision pour adoption par le Comité. En conséquence, la séance a été suspendue pour ce qui est de l'examen du respect des prescriptions transparence et de statu quo dans le cas des demandes de prorogation selon la procédure accélérée présentées par les Fidji pour le régime de perfectionnement et par la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'article 45 de la Loi sur l'impôt sur les revenus.

140. La Présidente est passée à la deuxième sous-rubrique du point N, c'est-à-dire les décisions du Comité concernant la reconduction des prorogations selon la procédure accélérée prévue dans le document G/SCM/39. Un projet de décision était mis à la disposition des délégations dans la salle pour chacune des prorogations dont le Comité avait achevé l'examen et paraissait donc en mesure de prendre une décision concernant la reconduction pour 2004, comme prévu par les procédures énoncées dans le document G/SCM/39. Le texte de ces projets de décision était identique au texte type communiqué aux Membres par télécopie le 14 octobre 2003 et examiné lors des consultations informelles à participation non limitée du 17 octobre 2003. Pour établir ce texte type, la Présidente avait eu des consultations initiales avec les Membres les plus directement concernés, si bien que le texte du 14 octobre 2003 communiqué à tous les Membres tenait déjà compte des intérêts et préoccupations d'un large éventail de Membres intéressés. Grâce à ce processus et en particulier aux discussions informelles constructives qu'avait eues l'ensemble du Comité, la Présidente était convaincue que le texte proposé reflétait un consensus sur la base duquel il serait possible d'adopter les décisions proposées.

141. La Présidente a brièvement présenté le texte. De façon générale, l'objectif avait été de procéder sur les mêmes bases et aux mêmes conditions que lorsque les prorogations accélérées

avaient été accordées en 2002. Cela était expressément conforme à la procédure accélérée et le libellé du texte reprenait dans la mesure du possible le libellé de ladite procédure.

142. Pour ce qui est des détails, chaque décision aurait la forme d'un addendum à la décision correspondante prise en 2002. Ensuite, dans le texte lui-même, les deux premiers paragraphes énonceraient les bases juridiques des décisions de reconduction, à savoir que, comme dans le cas des prorogations initiales, ces reconductions étaient conformes aux procédures définies dans le document G/SCM/39, que les Ministres avaient demandé au Comité d'appliquer lors de la Conférence de Doha. Le troisième paragraphe et sa note de bas de page renvoyaient aux documents déjà communiqués en ce qui concerne la prorogation et la reconduction. Le quatrième paragraphe rappelait simplement que le Comité, dans le cadre de la prorogation initiale, avait considéré que le Membre en question satisfaisait aux critères énoncés dans les procédures. En d'autres termes, il ne s'agissait pas d'une nouvelle conclusion relative à l'admissibilité, car les procédures prévoyaient que l'examen des conditions ne serait fait qu'une seule fois, lors de la première prorogation. Le cinquième paragraphe indiquait que le Membre concerné confirmait que le programme n'avait pas été modifié depuis le début de 2003 dans un sens qui le rendrait plus favorable, en termes de champ d'application et d'importance des avantages, qu'il ne l'était au 1^{er} septembre 2001, date qui servait de base pour l'engagement de statu quo. Le sixième paragraphe énonçait les bases de la décision de reconduction, c'est-à-dire l'examen fait par le Comité, conformément aux procédures, des renseignements communiqués par le Membre concerné dans le cadre des obligations relatives à la transparence et au statu quo. Le dernier paragraphe était le dispositif et il reprenait les termes des procédures en indiquant que le Comité "convenait" de "reconduire" la prorogation pour l'année civile 2004, puis réitérait tout simplement en quoi cette prorogation consistait, dans des termes identiques à ceux employés pour la première décision de prorogation. La dernière phrase avait pour effet de maintenir, pour la reconduction, les conditions et autres dispositions de la prorogation originelle. Elle soulignait à nouveau que la décision était une décision de reconduire la prorogation originelle et non une décision autonome.

143. La Présidente a dit qu'elle avait l'intention de demander au Comité d'adopter les décisions, proposées dans les documents distribués dans la salle, de reconduire les prorogations pour l'année civile 2004 pour les programmes en question, puis de donner la parole aux Membres qui souhaiteraient faire une déclaration pour mémoire. Elle a souligné que cette approche ne préjugait en rien des questions en suspens ni des positions des délégations. L'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence concernant les programmes en question restait à l'ordre du jour du Comité, de même que ses éventuelles décisions concernant la reconduction des différentes prorogations. Le but de la suspension était uniquement de donner au Comité un peu plus de temps pour régler les questions qui ne l'avaient pas encore été. La Présidente a dit qu'elle-même et le Vice-Président resteraient en rapport avec les délégations concernées et organiseraient si nécessaire des consultations informelles de façon à régler rapidement toutes les questions en suspens et à mener à terme tous les examens.

144. Le Comité a approuvé les décisions de reconduire la prorogation de la période de transition pour les programmes ci-après (la cote du document contenant la décision est indiquée entre parenthèses):

Antigua-et-Barbuda

- Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 (décembre 1975) (G/SCM/50/Add.1)
- Loi n° 12 de 1994 portant création de la Zone franche et Zone industrielle (G/SCM/51/Add.1)

Barbade

- Programme d'indications fiscales (G/SCM/52/Add.1)
- Abattement au titre des exportations (G/SCM/53/Add.1)
- Abattement pour la recherche et le développement (G/SCM/54/Add.1)
- Mesures d'incitations en faveur des sociétés internationales (G/SCM/55/Add.1)
- Sociétés à responsabilité limitée (G/SCM/56/Add.1)

Belize

- Loi sur les incitations fiscales (G/SCM/57/Add.1)
- Loi sur les zones franches industrielles (G/SCM/58/Add.1)
- Loi sur les zones franches commerciales (G/SCM/59/Add.1)
- Régime d'exonération conditionnelle de droits en vertu du Traité de Chaguaramas (G/SCM/60/Add.1)

Costa Rica

- Régime de zone franche (G/SCM/61/Add.1)
- Régime de perfectionnement actif (G/SCM/62/Add.1)

Dominique

- Programme d'incitations fiscales (G/SCM/63/Add.1)

République dominicaine

- Loi n° 8-90, qui "encourage à créer des zones franches et favorise la croissance de celles qui existent" (G/SCM/64/Add.1)

El Salvador

- Loi sur les zones franches industrielles et commerciales, telle que modifiée (G/SCM/65/Add.1)

Fidji

- Déduction à court terme de bénéfices tirés des exportations (G/SCM/66/Add.1)¹³
- Loi sur l'impôt sur les revenus (Décret de 2000 portant modification des mesures d'incitations relatives à la production cinématographique et au secteur de l'audiovisuel) (G/SCM/68/Add.1)

Grenade

- Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales (G/SCM/69/Add.1)
- Règles et décrets législatifs – texte n° 37 de 1999 (G/SCM/70/Add.1)
- Loi n° 18 de 1978 sur les entreprises qualifiées (G/SCM/71/Add.1)

¹³ En ce qui concerne le programme "Déduction à court terme de bénéfices tirés des exportations" des **Fidji**, la Présidente a rappelé que la note de bas de page 2 de la Décision précisait que, comme la décision initiale (G/SCM/66), cette décision ne s'appliquait pas au Mécanisme de financement des exportations ("MFE") ni au Ratio des crédits à l'exportation ("RCE").

Guatemala

- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation pour les entreprises soumises à des régimes douaniers spéciaux (G/SCM/72/Add.1)
- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation pour le processus de production dans le cadre des activités entreprises par les gestionnaires et les usagers des zones franches (G/SCM/73/Add.1)
- Exonération de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des autres taxes à l'importation pour le processus de production des entreprises commerciales ou industrielles opérant dans la zone industrielle de libre-échange (G/SCM/74/Add.1)

Jamaïque

- Loi d'encouragement des industries d'exportation (G/SCM/75/Add.1)
- Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation (G/SCM/76/Add.1)
- Loi sur les sociétés de vente étrangères (G/SCM/77/Add.1)
- Loi d'encouragement à l'industrie (construction d'usines) (G/SCM/78/Add.1)

Jordanie

- Exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices provenant de certaines exportations en vertu de la Loi n° 57 de 1985, telle que modifiée (G/SCM/79/Add.1)

Maurice

- Programme pour les entreprises exportatrices (G/SCM/80/Add.1)
- Programme pour les entreprises de pointe (G/SCM/81/Add.1)
- Promotion des exportations (G/SCM/82/Add.1)
- Régime de port-franc (G/SCM/83/Add.1)

Panama

- Registre officiel de l'industrie (G/SCM/84/Add.1)
- Zone franches industrielles d'exportation (G/SCM/85/Add.1)

Saint-Kitts-et-Nevis

- Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales (G/SCM/90/Add.1)

Sainte-Lucie

- Loi n° 15 de 1975 sur les incitations fiscales (G/SCM/87/Add.1)
- Loi n° 10 de 1999 sur les zones franches (G/SCM/88/Add.1)
- Loi n° 19 de 1998 sur les micro-entreprises et les petites entreprises (G/SCM/89/Add.1)

Saint-Vincent-et-les Grenadines

- Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, telle que modifiée (G/SCM/91/Add.1)

Uruguay

- Régime de promotion des exportations de l'industrie automobile (G/SCM/92/Add.1)

145. La Présidente a remercié les Membres de leur participation constructive au processus d'examen et à l'adoption des décisions par le Comité.

146. Le représentant des Communautés européennes a dit que le Comité était un des plus productifs des Comités de l'OMC, voire le plus productif, pour ce qui est du nombre de décisions adoptées. Les CE se félicitaient qu'il ait pu prendre autant de décisions à sa réunion ordinaire et en félicitait tous les Membres concernés. Elles souhaitaient uniquement faire une observation pour mémoire: dans plusieurs des notifications et dans les réponses aux questions posées par les CE, il apparaissait clairement que les avantages conférés par les programmes visés devaient durer au-delà de la période de transition prévue pour l'élimination de toutes les subventions à l'exportation dans le document G/SCM/39. Les CE suggéraient que le Comité étudie attentivement cette question. Il était clair que les procédures définies dans le document G/SCM/39 ne prévoyaient aucune prorogation au-delà de 2007. Il était également clair que les reconductions que le Comité avait approuvées à sa réunion étaient des reconductions de la prorogation de la période transitoire pour l'élimination des subventions à l'exportation. Les CE entendaient revenir sur cette question en 2004.

147. Le représentant des États-Unis a dit que les Communautés européennes avaient abordé une question très pertinente: il fallait encourager les Membres qui bénéficiaient de prorogations à définir comment ils allaient démanteler les programmes en vigueur. Les États-Unis étaient bien conscients qu'il n'y avait pas là d'obligation juridique découlant du document G/SCM/39, mais souhaitaient éviter d'éventuels problèmes de mise en œuvre. Ils suivraient avec intérêt toutes les indications que les Membres pourraient donner en ce qui concerne leurs projets pour l'élimination des programmes en question.

148. La Présidente a remercié les représentants des États-Unis et des Communautés européennes de leurs interventions.

149. Le 28 octobre 2003, la réunion a été suspendue en ce qui concerne l'examen par le Comité d'un programme restant pour les Fidji et d'un pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée.¹⁴

150. Le Vice-Président a pris la présidence pour le débat sur les prorogations accélérées de la période transitoire de la Colombie et a commencé par l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence et des autres engagements pris par la Colombie dans le cadre des décisions de prorogation adoptées en décembre 2002 sur la base de la procédure définie dans le document G/SCM/39 et du paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle relative à la mise en œuvre (G/SCM/93 et G/SCM/94). À cet égard, les consultations informelles qu'il avait eues avec les délégations intéressées et le récent échange de questions et de réponses écrites avaient montré que certains Membres avaient encore des préoccupations concernant cet examen. Ces préoccupations auraient une incidence sur les débats du Comité au sujet du libellé du projet de décision qui pourrait être employé pour la reconduction de ces prorogations.

151. Le Vice-Président a dit que, pour la première partie du débat, il inviterait les délégations à faire des observations ou à poser des questions concernant le fond de la notification et les autres renseignements communiqués par la Colombie, mais pas à donner leur avis au sujet de la question de l'adoption des décisions de reconduction des prorogations pour les deux programmes de la Colombie. Cette question serait abordée dans la deuxième partie du débat.

¹⁴ La réunion a repris ensuite le 1^{er} décembre 2003. Voir le paragraphe 164.

152. Le Vice-Président a rappelé que la notification de la Colombie se trouvait dans le document G/SCM/N/COL/99, qui avait été communiqué le 30 juin 2003, c'est-à-dire à la date limite fixée par le Comité. Aucune question écrite concernant cette notification n'avait été reçue avant le délai du 30 septembre 2003, mais quelques-unes avaient été reçues après. En particulier, le 10 octobre, la Colombie avait répondu par écrit (dans le document G/SCM/Q3/COL/21) à certaines questions posées oralement durant les consultations informelles. Le 14 octobre 2003, l'Équateur avait communiqué des questions écrites à la Colombie dans le document G/SCM/Q3/COL/22 et, le 23 octobre 2003, la Colombie y avait répondu par écrit dans le document G/SCM/Q3/COL/23. Ensuite, le Pérou avait communiqué des questions écrites et l'Équateur avait communiqué des questions écrites supplémentaires, distribuées sous les cotes G/SCM/Q3/COL/24 et 25 respectivement. Les questions écrites concernaient les deux programmes pour lesquels la Colombie avait obtenu une prorogation en 2002.

153. Le Vice-Président avait eu des consultations informelles avec les Membres intéressés pour savoir où en était l'examen de la notification de la Colombie. Compte tenu de ces consultations et de l'échange de questions et de réponses écrites, il apparaissait que certaines questions de fond n'étaient toujours pas réglées et que certaines d'entre elles avaient à voir avec les conditions dont était assortie la décision prise en 2002.

154. Le Vice-Président a donné la parole aux délégations qui souhaiteraient s'exprimer au sujet des programmes de la Colombie, en commençant par le "Régime de zone franche" (G/SCM/93) et en poursuivant avec le "Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipements et de pièces de rechange (SIEX)" (G/SCM/94).

155. Le représentant de l'Équateur a remercié le Président des consultations qu'il avait organisées et, pour l'information des Membres, a dit que ces consultations n'étaient pas terminées. Néanmoins, il pensait qu'en continuant de dialoguer le Comité pourrait s'accorder sur une décision relative aux deux programmes.

156. Le représentant de la Colombie a remercié le représentant de l'Équateur de ses observations constructives. La Colombie souhaitait répondre aussi clairement que possible aux questions du Pérou et de l'Équateur et espérait qu'on pourrait régler toutes les questions en suspens concernant la reconduction de ces programmes le plus tôt possible.

157. La représentante de la Bolivie a dit que sa délégation participait au processus de consultation parce que les deux programmes en question présentaient un intérêt particulier pour la Bolivie.

158. Le représentant du Venezuela a dit que sa délégation participait aussi activement aux consultations et avait fait part de son intérêt pour certaines des questions communiquées par l'Équateur et le Pérou.

159. Le Vice-Président a remercié toutes les délégations de leur participation constructive à cet important processus. Il avait l'impression qu'elles faisaient toutes preuve de bonne volonté dans le but de parvenir à une solution satisfaisante qui permettrait au Comité d'achever son examen de la notification de la Colombie. Une fois l'examen achevé, le Comité pourrait examiner les décisions de reconduire les prorogations en question pour l'année civile 2004, comme prévu dans les décisions initiales adoptées en 2002 et aux mêmes conditions. Comme le processus n'en était pas encore arrivé là, le Vice-Président avait l'intention de suspendre la réunion en ce qui concerne l'examen de la notification de la Colombie pour se donner le temps d'obtenir des renseignements supplémentaires et de poursuivre les consultations bilatérales, ainsi que pour les consultations informelles qu'il avait l'intention d'organiser au moment opportun.

160. Avant de clore le débat, le Vice-Président a dit que les décisions adoptées en 2002 pour les deux programmes de la Colombie prévoyaient une reconduction de la prorogation pour l'année civile 2004, à condition que la Colombie respecte les obligations de transparence et de statu quo et les autres engagements qu'elle avait pris dans les décisions. À cet égard, le 14 octobre 2003, sous sa propre responsabilité et sans préjudice de la position des Membres sur le fond, il avait envoyé à tous les Membres par télécopie un projet de texte de décision pour la reconduction des programmes de la Colombie, dans les trois langues. Comme les décisions initiales de prorogation prises en 2002 pour la Colombie l'avaient été sur la base de la procédure accélérée, le libellé du projet de décision de reconduction était calqué aussi étroitement que possible sur le texte type employé pour les autres décisions, tout en tenant compte des particularités des décisions de prorogation prises en 2002 dans le cas de la Colombie. Compte tenu des préoccupations de fond formulées par certains Membres lors de l'examen des deux programmes de la Colombie et du fait que la réunion avait été suspendue en ce qui concerne cet examen, le Vice-Président avait l'impression que le Comité n'était pas en mesure d'adopter les décisions de reconduction en question à la séance en cours. Il a donc proposé que le Comité ne s'engage pas dans un examen approfondi, paragraphe par paragraphe, du projet de décision concernant la Colombie.

161. Toutefois, et sans préjudice de la position des Membres ou d'une éventuelle décision du Comité, il y avait quelques différences entre ce projet de texte et le texte type que le Comité avait employé pour les décisions de reconduction qu'il avait déjà adoptées. Les différences nécessaires en raison des particularités de la décision de prorogation initiale accordée pour les programmes colombiens étaient les suivantes. Premièrement, le troisième paragraphe reprenait mot pour mot les engagements additionnels spécifiques pris par la Colombie au paragraphe 10 des décisions G/SCM/93 et 94. Deuxièmement, le quatrième paragraphe mentionnait le paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle relative à la mise en œuvre. Ce paragraphe était identique à celui qui figurait dans les décisions de prorogation accordée à la Colombie en 2002 et tenait compte de la particularité de la demande de la Colombie et de la prorogation. La troisième différence se trouvait au cinquième paragraphe, commençant par le mot "Rappelant", qui reprenait mot pour mot le libellé correspondant des décisions adoptées en 2002. La quatrième différence se trouvait dans le paragraphe commençant par les mots "Notant que". Le passage entre parenthèses carrées avait été introduit pour indiquer qu'il faudrait peut-être modifier le texte type et le développer de manière à tenir compte de la situation particulière de la Colombie. La cinquième différence apparaissait dans le paragraphe commençant par les mots "Sur la base". Ce paragraphe se référait non seulement aux procédures définies dans le document G/SCM/39 mais aussi au paragraphe 10 de la décision originelle, qui mentionnait également l'examen par le Comité. En outre, la fin du paragraphe mentionnait les engagements additionnels pris par la Colombie et qui devaient aussi faire l'objet d'un examen par le Comité. Le dernier paragraphe, c'est-à-dire le dispositif, était identique à celui du texte type.

162. Le Vice-Président a rappelé qu'il ne demanderait pas aux Membres de faire part de leurs observations ou de leurs questions au sujet de ce projet, car il pensait que cela serait prématuré, et a dit qu'il resterait en étroite relation avec les délégations intéressées, dans le but de pouvoir reconvoquer le Comité dès que possible pour examiner cette question.

163. La réunion a été suspendue en ce qui concerne l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence et des autres engagements pris par la Colombie dans les décisions de prorogation adoptées en décembre 2002 sur la base des procédures définies dans le document G/SCM/39 et au paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle relative à la mise en œuvre (G/SCM/93 et G/SCM/94).

164. À la reprise de la réunion ordinaire du Comité, le 1^{er} décembre 2003, la Présidente a rappelé que *toutes* les décisions (c'est-à-dire aussi bien celles prises en vertu de la procédure accélérée que celles fondées sur le seul article 27.4) comportaient des obligations de statu quo et de transparence que le Comité devait examiner en 2003. Dans le cadre du point N.1 de l'ordre du jour, à sa séance du

28 octobre 2003, le Comité avait achevé l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence pour presque toutes les décisions, à l'exception de celles concernant un programme des Fidji, un programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et deux programmes de la Colombie. Dans le cas de ces programmes, l'examen par le Comité se poursuivait. Outre l'examen au titre de l'article 27.4, l'ordre du jour de la réunion prévoyait aussi, au point N.2, que le Comité devait prendre des décisions au sujet de la reconduction des prorogations accordées pour les programmes admissibles de certains pays en développement Membres pour 2004. Par conséquent, dans le cas des prorogations accordées selon la procédure accélérée pour lesquelles il avait pu mener à sa satisfaction l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence, le Comité avait pris la décision de reconduire les prorogations pour l'année civile 2004. Étant donné que les réponses des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'avaient été reçues que quelques jours avant la réunion, la Présidente n'avait pas l'intention de proposer au Comité de prendre une décision au sujet des programmes en suspens des deux Membres concernés, mais elle espérait qu'il pourrait mener à terme leur examen. Elle avait donc l'intention de suspendre à nouveau la réunion en ce qui concerne toute décision du Comité relative aux Fidji et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de la reprendre le 8 décembre 2003.

165. En ce qui concerne la notification des Fidji, distribuée sous la cote G/SCM/N/99/FJI, la Présidente a rappelé que les États-Unis avaient communiqué des questions écrites depuis la séance du 28 octobre et que les Fidji avaient donné des réponses écrites sous les cotes G/SCM/Q3/FJI/14 et /15.

166. Le représentant des États-Unis a remercié la délégation des Fidji d'avoir répondu aux questions de sa délégation. Les réponses étaient détaillées et contenaient certains textes de loi que les États-Unis avaient demandés. En raison de la complexité de l'information, la délégation des États-Unis n'était pas encore prête à commenter les réponses fournies. Elle avait l'intention de les analyser et, éventuellement, de poser des questions complémentaires.

167. Passant à la notification de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, distribuée sous la cote G/SCM/N/99/PNG, la Présidente a rappelé que ce document n'avait été reçu que le 17 octobre. Il était donc parvenu non seulement après le délai du 30 juin 2003, mais aussi après les délais fixés tant pour les questions écrites que pour les réponses écrites. Par conséquent, le Comité n'avait disposé du laps de temps convenu ni pu procéder à l'échange de questions et de réponses écrites prévu au sujet de cette notification avant sa séance du 28 octobre 2003. Depuis, les États-Unis avaient posé des questions écrites et la Papouasie-Nouvelle-Guinée y avait répondu, en utilisant la présentation convenue pour la notification des subventions et en complétant sa notification. Les questions et les réponses se trouvaient dans les documents G/SCM/Q3/PNG/6 et /7.

168. Le représentant des États-Unis a remercié la Papouasie-Nouvelle-Guinée de la notification au titre de l'article 25 qu'elle avait communiquée le 25 novembre 2003. La délégation des États-Unis n'avait pas encore eu la possibilité de l'analyser et, par conséquent, comme dans le cas de l'examen du programme des Fidji, elle se réservait le droit de poser des questions complémentaires concernant le programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

169. Compte tenu de cet échange de vues et du fait qu'il n'y avait plus de questions en suspens, la Présidente a dit qu'elle croyait comprendre que le Comité avait achevé l'examen du respect des obligations de transparence et de statu quo dans le cas des programmes des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sous réserve d'éventuelles questions complémentaires. Elle avait donc l'intention de proposer, lors de la reprise de la réunion du Comité le 8 décembre, comme prévu dans la procédure accélérée, que le Comité adopte, pour les programmes en question, la décision de reconduire les prorogations pour une année supplémentaire, c'est-à-dire l'année civile 2004, sur les mêmes bases et aux mêmes conditions que les décisions originelles et en tenant compte des débats qu'il avait eus à ce sujet.

170. La réunion a été suspendue en ce qui concerne l'examen par le Comité des programmes des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.¹⁵

171. Le Vice-Président du Comité a pris la présidence pour les débats du Comité sur la prorogation accélérée de la Colombie. Il avait l'intention de commencer par rendre compte de l'examen du respect des obligations de transparence et de statu quo et des autres engagements pris dans les décisions de prorogation adoptées en décembre 2002 conformément aux procédures définies dans le document G/SCM/39 et au paragraphe 10.6 de la Décision ministérielle relative à la mise en œuvre (G/SCM/93 et G/SCM/94). Ensuite, il indiquerait brièvement où en était, selon lui, le Comité en ce qui concerne les programmes de la Colombie et les mesures additionnelles à prendre. Pour terminer, et uniquement pour l'information des Membres, il ferait le point sur le projet de décision relatif à la Colombie. Il n'avait pas l'intention de donner la parole aux Membres au sujet de ces trois questions. Après son compte rendu, il suggérerait que le Comité suspende cette réunion et la reprenne le 8 décembre.

172. En ce qui concerne l'examen de la notification et des renseignements communiqués par la Colombie, depuis la séance du 28 octobre, l'Équateur avait posé des questions écrites supplémentaires dans les documents G/SCM/Q3/COL/26 et 27 et la Colombie avait répondu par écrit à ces questions ainsi qu'aux autres questions posées par le Pérou le 27 octobre dans les documents G/SCM/Q3/COL/28 et 29.

173. En ce qui concerne l'avancement des travaux du Comité et les mesures additionnelles à prendre, sur la base des consultations informelles qu'il avait eues avec les délégations intéressées et de l'échange de questions et de réponses écrites qui avait suivi la réunion du 28 octobre, le Vice-Président a félicité toutes les délégations concernées de leur participation constructive à cette importante opération de transparence. À son avis, toutes les délégations concernées souhaitaient de bonne foi parvenir à une solution satisfaisante, ce qui permettrait au Comité d'achever l'examen de la notification de la Colombie. Une fois cet examen fait, le Comité pourrait examiner les décisions de reconduire les prorogations pour l'année civile 2004, comme prévu et aux mêmes conditions que celles figurant dans les décisions originelles adoptées l'année précédente.

174. Comme le processus n'en était pas encore arrivé à ce stade, le Vice-Président avait l'intention de suspendre la réunion en ce qui concerne l'examen de la Colombie afin de donner aux délégations plus de temps pour trouver une solution. Il avait eu de nombreux échanges de vues avec les délégations concernées au sujet des questions en suspens pour savoir où en étaient leurs consultations bilatérales. D'une part, ces Membres lui avaient assuré que ces consultations se poursuivaient, y compris à un niveau très élevé dans les administrations nationales. D'autre part, il avait été informé que, malheureusement, les questions n'avaient pas pu être entièrement réglées. Il avait assuré toutes les délégations qu'il était disposé à les aider par tous les moyens à sa disposition si elles le jugeaient utile. Il les avait encouragées à redoubler d'efforts sur le plan bilatéral et à faire preuve d'imagination pour trouver des solutions. Il ne restait pas beaucoup de temps et les Membres devaient faire tout leur possible pour surmonter cet obstacle.

175. Troisièmement, pour ce qui est du libellé du projet de décision relatif aux programmes de la Colombie, compte tenu des préoccupations formulées par certains Membres lors de l'examen de ces programmes et du fait que la réunion avait été suspendue en ce qui concerne cet examen, il semblait que le Comité n'était pas encore en mesure d'adopter une décision de reconduction des prorogations.

176. Le Vice-Président a rappelé que les décisions adoptées en 2002 au sujet de ces programmes prévoyaient une reconduction des prorogations pour l'année civile 2004 à condition que soient respectées les obligations de transparence et de statu quo et les autres engagements pris par la

¹⁵ La réunion a repris ensuite le 8 décembre. Voir le paragraphe 180.

Colombie dans les décisions. À cet égard, le 14 octobre, le Vice-Président avait, sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres sur le fond, envoyé à tous les Membres par télécopie un projet de texte pour la reconduction de la prorogation des programmes de la Colombie, dans les trois langues. Comme dans le cas des décisions initiales de prorogation prises selon la procédure accélérée en 2002 pour la Colombie, le projet de décision concernant la Colombie suivait autant que possible le texte type employé pour les autres décisions de reconduction des prorogations accélérées, tout en tenant compte des particularités de la décision originelle de 2002 concernant la Colombie. Le Vice-Président a rappelé qu'à la séance du 28 octobre il avait brièvement présenté le projet de texte relatif aux programmes de la Colombie. Cela ne préjugait pas de la position des Membres ou d'une éventuelle décision du Comité et il l'avait fait uniquement pour mettre en lumière les différences entre ce projet de texte et le texte type que le Comité avait employé pour les autres décisions de reconduction des prorogations accélérées. Il avait l'intention de communiquer à tous les Membres, par télécopie, une version révisée de ce projet de décision, par souci de transparence, et là encore sans préjudice de la position des Membres ou d'une éventuelle décision du Comité. Il avait tout lieu de penser que ce projet de texte tiendrait compte des préoccupations particulières de certaines délégations et serait bien accueilli par les Membres de l'OMC.

177. Compte tenu de ces considérations, il ne semblait pas que le Comité puisse faire un travail constructif au sujet de la rédaction juridique détaillée du texte.

178. Le Vice-Président avait l'intention de rester en étroites relations avec les délégations intéressées, avant de reconvoquer la réunion, et a invité les Membres à se tenir prêts à se joindre à lui pour des consultations informelles.

179. La réunion a été suspendue en ce qui concerne l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence de la Colombie et des autres engagements pris dans le cadre des décisions de prorogation adoptées en décembre 2002 et l'adoption des décisions de reconduction pour les deux programmes de la Colombie.

180. À la reprise de la réunion, le 8 décembre 2003, la Présidente a demandé si les Membres avaient des questions ou observations additionnelles à formuler au sujet du "Programme des entreprises d'exportation et des zones franches" des Fidji.

181. Le représentant des États-Unis a appelé l'attention des Membres sur la note de bas de page 2 du projet de décision G/SCM/67/Add.1. Durant l'examen par le Comité, il avait été fait état de plusieurs autres programmes au sujet desquels les États-Unis avaient des questions à poser. Les États-Unis poseraient ces questions dans le cadre approprié et non à la présente séance de la réunion du Comité. Ils tenaient donc à ce qu'il soit clairement dit que l'examen fait par le Comité et l'éventuelle décision qu'il prendrait à la présente séance en ce qui concerne ce programme s'appliqueraient exclusivement au Programme des entreprises d'exportation et des zones franches.

182. La Présidente a remercié le représentant des États-Unis de cette précision et a demandé si les Membres avaient d'autres observations ou questions à formuler en ce qui concerne l'article 45 de la Loi sur l'impôt sur les revenus de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Aucun Membre n'a souhaité prendre la parole. La Présidente a remercié les Membres de leur participation constructive à ce processus d'examen et a dit qu'à son avis le Comité pouvait conclure l'examen du respect des prescriptions de transparence et de statu quo en ce qui concerne les programmes des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

183. La Présidente a dit que le Comité était donc en mesure d'examiner l'adoption des décisions de reconduction pour 2004 des prorogations accordées selon la procédure accélérée définie dans le document G/SCM/39 pour ces deux programmes. Le texte du projet de décision était identique à celui adopté pour les autres décisions de reconduction adoptées à la séance du 28 octobre 2003. En ce

qui concerne la décision relative au "Programme des entreprises d'exportation et des zones franches" des Fidji, la Présidente a dit que la note de bas de page 2 avait été ajoutée à la demande de certains Membres pour bien préciser que, même s'il y avait eu un échange de questions et de réponses au sujet du programme de suspension des droits des Fidji, ce programme ne faisait pas partie de celui visé par la décision de reconduction.

184. Le Comité est convenu de reconduire les prorogations pour les programmes ci-après (la cote du document contenant la décision est indiquée entre parenthèses):

Fidji

- Programme des entreprises d'exportation et des zones franches (G/SCM/67/Add.1)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Article 45 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu (G/SCM/86/Add.1)

185. La Présidente a remercié les Membres de leur participation constructive au processus d'examen et à l'adoption des décisions par le Comité et a donné la parole à ceux qui souhaiteraient faire des déclarations.

186. Le Vice-Président a pris la présidence pour le débat consacré aux prorogations accélérées accordées à la Colombie. Il se proposait de commencer par l'examen du respect des obligations de statu quo et de transparence et des autres engagements pris par la Colombie dans les décisions de prorogation adoptées en décembre 2002. Ensuite, il avait l'intention de présenter les projets de décision relatifs aux programmes de la Colombie et de proposer que le Comité les adopte. Pour terminer, il donnerait la parole aux délégations qui souhaiteraient faire une déclaration pour mémoire.

187. Sur la base des consultations informelles qu'il avait eues avec les délégations intéressées et du récent échange de questions et de réponses écrites concernant les deux programmes de la Colombie, entre la séance du 28 octobre et la reprise de la réunion le 1^{er} décembre 2003, le Vice-Président a félicité toutes les délégations concernées de leur participation constructive à ce processus d'examen. Aucune question écrite supplémentaire n'avait été reçue depuis la reprise de la réunion le 1^{er} décembre 2003 et toutes les réponses écrites avaient été distribuées aux Membres. Le Président a demandé s'il pouvait considérer que le Comité avait achevé son examen des deux programmes, c'est-à-dire le Régime de zone franche (G/SCM/93) et le Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange (SIEX) (G/SCM/94).

188. Aucun Membre n'ayant demandé la parole, le Vice-Président a remercié toutes les délégations et, le Comité ayant achevé l'examen des deux programmes de la Colombie, a proposé que l'on passe au projet de décision concernant la reconduction des prorogations accordées pour ces deux programmes.

189. Le Vice-Président a rappelé que les décisions adoptées en 2002 concernant ces programmes prévoyaient la reconduction des prorogations pour l'année civile 2004, sous réserve du respect des obligations de transparence et de statu quo et des autres engagements pris par la Colombie dans les décisions, et est revenu sur le projet de texte relatif aux programmes de la Colombie, qu'il avait présenté à la séance du 28 octobre sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres sur le fond ou d'une éventuelle décision du Comité. Il a rappelé que, lors des séances du 28 octobre et du 1^{er} décembre 2003, il n'y avait pas eu de consensus au sujet de la proposition concernant la Colombie.

190. Depuis, le Vice-Président était resté en étroites relations avec les délégations intéressées, sur le plan bilatéral ou dans le cadre de consultations plurilatérales, et les délégations s'étaient également consultées entre elles de façon presque continue. Lors de ces différents échanges de vues, plusieurs propositions additionnelles avaient été faites pour définir une base qui permettrait de prendre une décision. Toutes ces propositions avaient été très utiles pour préciser la situation et les positions des délégations concernées et avaient joué un rôle très constructif dans le processus. Le 4 décembre 2003, le Vice-Président avait distribué par télécopie un projet révisé de décision pour les programmes de la Colombie, là encore sous sa propre responsabilité et sur la base des consultations intensives et constructives qu'il avait eues avec les délégations intéressées. Cela ne préjugait pas de la position des Membres ni d'une éventuelle décision du Comité. Ces textes contenaient des passages entre parenthèses carrées car, à l'époque, il y avait encore plusieurs options à l'examen dans les administrations nationales. Il y avait eu depuis une importante évolution qui avait permis au Vice-Président de rédiger un nouveau texte ne comportant aucun passage entre parenthèses carrées. Le Vice-Président avait convié les délégations à une séance de consultations informelles à participation non limitée durant la matinée du 8 décembre 2003 pour examiner la situation et les Membres avaient étudié une version actualisée du texte. Le document distribué dans la salle pour examen durant la réunion du Comité tenait compte de ces consultations et d'autres échanges de vues informels entre les Membres intéressés.

191. Le Vice-Président a présenté le projet révisé, soulignant les différences entre ce texte et celui qu'il avait présenté à la réunion du 28 octobre. Il a signalé que les paragraphes de chaque décision avaient été numérotés. En ce qui concerne le projet de décision sur le régime des zones franches (document G/SCM/93/Add.1), le paragraphe 2 était nouveau et énonçait simplement l'obligation de la Colombie d'éliminer toutes les subventions à l'exportation. Les paragraphes 3 à 7 se trouvaient déjà dans le projet du 14 octobre 2003 mais avaient été placés dans un ordre plus logique. Le paragraphe 8 était nouveau et il contenait une réaffirmation par la Colombie de ses engagements pris dans le cadre de la première décision de prorogation (2003) ainsi que les engagements qu'elle devait prendre dans le cadre de la décision de reconduction pour 2004. Le paragraphe 9 était nouveau et mentionnait un calendrier pour les modifications législatives que la Colombie avait présenté en ce qui concerne le régime des zones franches. Des exemplaires de ce document étaient mis à la disposition des délégations dans la salle.¹⁶ Le paragraphe 9 indiquait la date finale de ce processus législatif, c'est-à-dire le 31 décembre 2004. Les paragraphes 10, 11 et 12 n'étaient pas nouveaux. Une nouvelle disposition avait été ajoutée à la fin du paragraphe 11, concernant la transparence. Le paragraphe 13 était nouveau et disait seulement une évidence, à savoir que la reconduction ne visait que les subventions concernées par la première décision de prorogation. Enfin, le paragraphe 14 disposait simplement que cette décision n'avait aucune incidence sur les décisions que le Comité prendrait au sujet des programmes des autres Membres.

192. En ce qui concerne le projet de décision sur le "Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange (SIEX)", le Président a dit que les huit premiers paragraphes étaient identiques à ceux du projet de décision sur les zones franches. Le paragraphe 9 traitait de la disposition du programme SIEX concernant le délai de paiement de la TVA et, en particulier, comportait un engagement de la Colombie selon lequel, pour tous les projets approuvés dans le cadre de ce programme à partir de la date de la décision du Comité, la TVA serait versée au plus tard le 31 décembre 2006, avec une note de bas de page expliquant ce qu'il fallait entendre par le mot "projet". À cet effet, la décision prévoyait que la Colombie devrait mettre en œuvre, au plus tard à la date de la décision, les modifications de la réglementation et/ou de la législation ou toute autre réforme requises pour que le délai consenti pour le paiement de la TVA ne puisse pas être prolongé au-delà du 31 décembre 2006 dans le cas des projets en question. Enfin, dans le cas des projets approuvés avant la date de la décision, la TVA devrait être versée au plus tard cinq ans après l'octroi

¹⁶ Ce document a été ultérieurement distribué sous la cote G/SCM/93/Add.1/Suppl.1.

du délai de paiement. Il y avait une note de bas de page expliquant que cette date était, aux fins de la décision, la date d'importation. Les paragraphes 10, 11 et 12 étaient identiques à ceux qui figuraient dans le projet de décision sur les zones franches et le paragraphe 13 était pour l'essentiel identique au paragraphe 13 de cet autre projet. Le paragraphe 14 concernait spécifiquement la décision sur le SIEX et avait pour but de préciser que cette décision n'avait pas d'incidence l'interprétation juridique des dispositions relatives au calendrier d'élimination des subventions. Le paragraphe 15 était identique au paragraphe 14 du projet de décision sur les zones franches. Ces projets avaient été élaborés sur la base d'un processus très intensif de consultations informelles et le Vice-Président était convaincu qu'ils permettraient de trouver un consensus répondant aux intérêts de tous les Membres.

193. En ce qui concerne le "Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange (SIEX)", le représentant de la Colombie a dit que plusieurs délégations avaient posé des questions au sujet du processus d'approbation et de l'emploi des autorisations. Il a expliqué que le processus d'approbation consistait à présenter des programmes d'investissement ou des programmes d'exportation résultant de ces investissements en vue de bénéficier des avantages du système, c'est-à-dire de l'exonération des droits d'importation sur les biens d'équipement et du report du paiement de la TVA. Pour obtenir l'approbation, les entreprises privées devaient prendre des engagements en matière d'exportation et, ensuite, l'État et les investisseurs privés avaient tout intérêt à ce que les biens d'équipement soient importés rapidement de façon que les obligations d'exportation puissent être honorées. En d'autres termes, il ne s'agissait pas d'engagements vagues, mais bien d'engagements signés et assortis de garanties. Si un investisseur ne tenait pas ses engagements, la caution fournie par les compagnies d'assurance devait être immédiatement versée. Les investisseurs privés avaient donc aussi tout intérêt à importer rapidement de façon à pouvoir tenir les engagements qu'ils avaient signés et qui étaient appuyés par des compagnies d'assurance. Les importations correspondant aux autorisations accordées avant le 8 décembre 2003 étaient déjà effectuées ou, si elles ne l'étaient pas, elles le seraient dans les premiers mois de 2004. Tels étaient les éclaircissements que la Colombie souhaitait donner en réponse aux questions que certaines délégations avaient posées à sa délégation lors des consultations informelles de la matinée du 8 décembre 2003.

194. Le représentant des États-Unis a remercié la délégation de la Colombie de ses explications concernant le programme SIEX.

195. Le représentant des Communautés européennes a lui aussi remercié la délégation colombienne de ces précisions très utiles.

196. Le Comité a adopté les décisions ci-après concernant les programmes de la **Colombie**:

- Régime des zones franches (G/SCM/93/Add.1, y compris le Suppl.1 contenant le calendrier législatif):
- Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange (SIEX) (G/SCM/94/Add.1).

197. Le représentant de l'Équateur a remercié le Vice-Président de tout le travail fait lors des consultations informelles de novembre et décembre 2003. Le Vice-Président ayant conduit ces consultations de façon très objective, impartiale et constructive, l'Équateur pouvait s'associer au consensus pour l'adoption des décisions concernant la Colombie. La délégation équatorienne avait consacré beaucoup de temps à ces consultations informelles mais, comme l'avait dit l'Ambassadeur de la Colombie, ces efforts avaient été très féconds. L'intervenant a remercié les autres Membres qui avaient participé au processus.

198. Le représentant du Pérou a remercié le Vice-Président de la manière dont il avait conduit les consultations et la Colombie des explications qu'elle avait données au sujet du programme SIEX.

199. Le représentant du Venezuela a remercié le Vice-Président des efforts qu'il avait faits pour que le Comité puisse adopter les décisions relatives aux deux programmes colombiens. Sa délégation remerciait aussi toutes les autres délégations qui avaient participé au processus, le Secrétariat pour tous ses efforts et la délégation colombienne de la souplesse dont elle avait fait preuve en offrant des garanties conformes aux obligations découlant de l'Accord SMC.

200. Le représentant de la Bolivie s'est associé à tous ceux qui avaient félicité le Vice-Président de sa brillante conduite des consultations. La Bolivie tenait aussi à dire qu'elle était très satisfaite de la teneur des décisions, fruit des efforts faits par les Membres et en particulier par la Colombie pour apporter les précisions nécessaires dans le cadre du processus d'examen annuel.

201. Le représentant des Communautés européennes a lui aussi félicité tous les intéressés et en particulier la délégation de la Colombie et celles des autres pays andins, la Présidente, le Vice-Président et le Secrétariat. Pour mémoire, il a dit que sa délégation attachait une importance particulière à la dernière phrase des deux décisions prises concernant la Colombie, qui commençait par les mots "La présente décision n'affecte ...". Cette phrase était importante dans les deux cas parce que les décisions en question ne sauraient être employées comme précédent dans l'examen d'autres décisions qui n'étaient peut-être pas libellées de façon aussi exhaustive. Il importait en outre de souligner qu'on ne pouvait pas présumer que l'approche adoptée par le Comité pour ces décisions serait nécessairement l'approche à adopter dans d'autres cas, car chaque situation était spécifique; c'était la raison pour laquelle les CE attachaient une grande importance à ces phrases.

202. Le représentant de la Colombie a remercié le Vice-Président de l'excellent travail qu'il avait fait en présidant ce débat. Il a aussi remercié les autres délégations des pays andins qui avaient participé au processus avec une attitude très positive. En 2003, ces délégations avaient fait un important travail technique et très objectif, qui leur avait permis d'avoir un dialogue constructif. La Colombie remerciait tous les pays andins de leur compréhension et de la façon très sérieuse et professionnelle dont ils avaient travaillé. Elle remerciait également le Secrétariat. L'intervenant a remercié tous les autres Membres et, en particulier, ceux qui s'étaient le plus engagés dans ce travail et qui avaient fait preuve d'une grande souplesse pour trouver un terrain d'entente.

203. Le Vice-Président a remercié toutes les délégations de leur participation à ce très long processus. Durant les consultations, il avait eu l'impression qu'il y avait beaucoup de bonne volonté et que chacun avait adopté une attitude constructive, et que, même si sur le fond les questions étaient très complexes, les enjeux étaient très importants pour toutes les délégations concernées. Il a aussi remercié les fonctionnaires du Secrétariat, en particulier Mmes Morgan et Hainsworth et M. Do Prado, de l'aide qu'ils avaient fournie au Comité et à tous les Membres pour parvenir à ce résultat. Sans l'aide très professionnelle de ces trois personnes, on n'aurait jamais pu parvenir à une décision.

204. À la séance du 28 octobre de la réunion ordinaire, la Présidente a repris la présidence du Comité pour le débat sur les décisions au titre de l'article 27.4 autres que celles prises en vertu de la procédure accélérée.

205. En ce qui concerne l'examen prescrit du respect des obligations de transparence et de statu quo pour la reconduction des décisions qui n'avaient pas été prises selon la procédure accélérée, la Présidente a rappelé que, en vertu de l'article 27.4, le Comité avait accordé des prorogations pour certains programmes de quatre Membres sur la base d'une approche dite "un plus deux", c'est-à-dire une prorogation pour l'année civile 2003 et une autre pour les deux dernières années de la période de suppression prescrite à l'article 27.4. En vertu des décisions qui avaient été prises, le Comité était appelé à faire un examen du respect des prescriptions de statu quo et de transparence figurant dans ses décisions prises l'année précédente pour 2003. La Présidente a rappelé que les quatre Membres ayant des programmes qui avaient bénéficié d'une prorogation pour 2003 au titre de l'article 27.4

uniquement étaient la Barbade, El Salvador, le Panama et la Thaïlande. Elle a signalé qu'il n'y avait pas eu de questions écrites au sujet de ces programmes depuis le 30 juin 2003, délai fixé pour la communication des notifications de mise à jour. Elle a dit que les Membres avaient eu un échange de vues très utile et constructif lors des consultations informelles du 17 octobre 2003 au sujet de l'examen du respect des obligations de transparence et de statu quo liées à ces prorogations. Aux fins de l'examen que le Comité devait faire, elle a invité les Membres à prendre la parole au sujet des programmes suivants:

Barbade (G/SCM/N/99/BRB)

- Système de subventions et d'incitations à l'exportation (G/SCM/95)
- Système de réescompte à l'exportation (G/SCM/96)
- Système d'assurance-crédit à l'exportation (G/SCM/97)
- Système de garantie du financement à l'exportation (G/SCM/98)

El Salvador (G/SCM/N/99/SLV)

- Loi sur la relance des exportations (G/SCM/99)

Panama (G/SCM/N/99/PAN)

- Certificat de crédit d'impôt (G/SCM/100)

Thaïlande (G/SCM/N/99/THA)

- Office thaïlandais des sites industriels (G/SCM/101)
- Programme du Conseil des investissements (G/SCM/102)

206. Aucun Membre n'a souhaité faire des observations ou poser des questions.

207. La Présidente a proposé que le Comité conclue l'examen de ces notifications. Elle a dit que, selon l'interprétation du Comité concernant ces programmes, la première prorogation d'un an venant à expiration le 31 décembre 2003, la période finale de deux ans prévue par l'article 27.4 commencerait, pour chacun de ces programmes, le 1^{er} janvier 2004.

208. En ce qui concerne les notifications et l'examen au titre de l'article 27.4 pour 2004, la Présidente a suggéré que le Comité reprenne le même calendrier et les mêmes procédures qu'en 2003. En particulier, elle a proposé de fixer au 30 juin 2004 la date limite de communication des notifications requises pour tous les programmes bénéficiant d'une prorogation au titre de l'article 27.4, y compris ceux qui se trouvaient déjà dans la phase finale de deux ans. Elle a proposé en outre de fixer au 1^{er} septembre 2004 la date limite de communication de toutes les questions relatives à ces notifications et au 6 octobre 2004 le délai de réponse. Ainsi, l'examen du respect des obligations de transparence et de statu quo pourrait se faire à la réunion ordinaire d'automne du Comité. La Présidente a demandé si cette proposition était acceptable pour les Membres.

209. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de procéder de la sorte.

O. GROUPE DE TRAVAIL DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS – I) RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU 27 OCTOBRE; ET II) DÉCISION DU COMITÉ SUR L'ADOPTION DE LA PRÉSENTATION RÉVISÉE DES NOTIFICATIONS

210. La Présidente a dit que le Groupe de travail des notifications concernant les subventions s'était réuni le 27 octobre 2003. Le but de cette réunion était de poursuivre l'examen des mesures

additionnelles qu'il serait possible de prendre pour faciliter les notifications. La Présidente a rappelé qu'elle avait attiré l'attention des Membres sur la liste établie par le Secrétariat des fonctionnaires des administrations nationales responsables des notifications de subventions. Cette liste avait été établie pour permettre aux fonctionnaires des administrations nationales de se mettre en rapport, si nécessaire, avec leurs homologues d'autres pays afin de mieux comprendre la procédure de notification et d'améliorer la qualité des notifications concernant les subventions. La Présidente a invité les Membres à informer le Secrétariat (Mme Hainsworth ou M. Yano) des éventuelles modifications à apporter à la liste pour la mettre à jour ou la compléter. Elle a fait savoir aux Membres que le Guatemala avait proposé que son fonctionnaire chargé des notifications joue le rôle d'une sorte de centre de liaison régional. Les États-Unis avaient aussi proposé de mettre les fonctionnaires figurant sur la liste à la disposition des autres pays pour les aider à établir leurs notifications, en leur fournissant des conseils ou une assistance par téléphone, voire en se rendant sur place pour participer à l'élaboration des notifications. Les Communautés européennes s'étaient dites disposées à donner des conseils aux fonctionnaires étrangers responsables des notifications, si nécessaire, au cas par cas. La Présidente a remercié ces délégations de leurs offres et a demandé aux autres Membres de faire savoir au Secrétariat (Mme Hainsworth ou M. Yano) s'ils avaient l'intention de suivre cet exemple.

211. La Présidente a dit qu'elle poursuivait les discussions au sujet des mesures envisageables pour faciliter les notifications et en particulier de la possibilité de modifier la présentation des notifications. Les Membres paraissaient près de s'accorder sur une révision de la présentation. La Présidente leur avait communiqué par télécopie en juin 2003 la dernière version du projet et pris en considération les observations faites à la réunion du 27 octobre 2003 du Groupe de travail des notifications concernant les subventions. En particulier, elle avait ajouté une note de bas de page précisant que ce document remplaçait le document G/SCM/6 et ne préjugait pas des obligations juridiques découlant de l'Accord SMC. Elle a demandé si les Membres étaient d'accord avec ce projet.

212. Aucune délégation n'ayant demandé la parole, la Présidente a dit que la révision serait adoptée sous réserve, c'est-à-dire à condition qu'aucun Membre ne communique d'objection par écrit avant le vendredi 7 novembre.

213. Le Comité en est ainsi convenu.¹⁷

214. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation voulait faire une suggestion au sujet de la suite des activités du Groupe de travail sur les notifications concernant les subventions. Selon les États-Unis, le Groupe de travail avait accompli beaucoup de choses, notamment en ce qui concerne les délais de notification et, durant les réunions du Comité, la révision de la présentation des notifications. Les États-Unis se demandaient si les Membres devaient conserver ce Groupe de travail. Ils seraient disposés à envisager de le conserver à condition que les Membres proposent des pistes nouvelles qu'il vaudrait la peine d'explorer. Faute de propositions précises en ce sens, ils considéreraient qu'on pourrait suspendre jusqu'à nouvel avis les activités du Groupe de travail.

215. La représentante du Chili a dit que sa délégation était du même avis que celle des États-Unis au sujet des travaux et accomplissements du Groupe de travail. Toutefois, elle ne pensait pas qu'il fallait décider aussi rapidement de le mettre en sommeil. Il était vrai que de nouvelles approches étaient nécessaires. Les Membres devraient se laisser un peu plus de temps, au moins jusqu'à la prochaine réunion, afin de bien y réfléchir et de voir de quelle façon ils pourraient employer le Groupe de travail. Si le Comité parvenait à la conclusion que cela n'était pas possible, il serait judicieux de le démanteler.

¹⁷ Aucune objection n'ayant été reçue avant la date limite, la révision a été adoptée et distribuée sous la cote G/SCM/6/Rev.1.

216. Le représentant du Costa Rica a appuyé la déclaration du représentant du Chili. Il était important et nécessaire de conserver le Groupe de travail pour le moment. Le Comité devait se donner la possibilité de voir quelles autres questions le Groupe de travail pourrait explorer.

217. Le représentant des Communautés européennes pensait, comme les orateurs précédents, que la principale tâche qui avait été confiée au Groupe de travail était de revoir la présentation des notifications de subventions et que cet objectif était atteint. Les CE pouvaient accepter l'une ou l'autre des options envisagées. Toutefois, si le Comité ne pouvait pas trouver de nouveaux thèmes de travail, il ne serait pas efficace de conserver le Groupe de travail sans motif valable.

218. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation n'était pas en désaccord avec celles du Chili et du Costa Rica, c'est-à-dire que s'il y avait de nouvelles pistes qu'il serait utile d'explorer, elle serait disposée à aller de l'avant. Faute d'idées nouvelles, elle se demandait s'il serait productif d'adopter ce parti.

219. La Présidente a remercié les Membres de leurs interventions. Elle a dit qu'à la réunion du Groupe de travail du 27 octobre 2003, elle avait demandé aux Membres de l'aider à définir quels seraient les thèmes sur lesquels le Groupe de travail pourrait axer ses activités. Toutefois, elle n'avait guère reçu d'indications des délégations à ce sujet. Quelques Membres avaient formulé le souhait que le Groupe de travail poursuive ses activités. Par conséquent, la Présidente a suggéré de ne le réunir à nouveau que si le Comité recevait une nouvelle communication ou un document des Membres fournissant une base pour examiner une question dans ce cadre. Cela inciterait tous les Membres à réfléchir de façon constructive à de nouvelles tâches à confier au Groupe de travail.

220. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de procéder de la sorte.

P. MÉTHODE RELATIVE AU DOLLAR CONSTANT POUR LA GRADATION EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SMC

221. La Présidente a rappelé que, dans la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (document WT/MIN(01)/17, paragraphe 10.1), les Ministres étaient convenus que l'Annexe VII b) de l'Accord SMC inclurait les Membres qui y sont énumérés jusqu'à ce que leur PNB par habitant atteigne 1 000 dollars EU en dollars constants de 1990 pendant trois années consécutives. La méthode décrite à l'appendice 2 du document G/SCM/38 s'appliquait depuis le 1^{er} janvier 2003. Comme prévu dans ce document, le Secrétariat avait distribué, sous la cote G/SCM/110, des calculs actualisés sur la base des données de la Banque mondiale. Comme indiqué dans la télécopie du 14 octobre 2003 adressée aux Membres, par souci de transparence, les fonctionnaires du Secrétariat avaient décrit la méthode appliquée et étaient disposés à répondre à toute question technique concernant son application aux données de 2000 et 2001. Ces explications avaient été fournies lors des consultations informelles du 17 octobre 2003.

222. Le Secrétariat distribuerait la prochaine mise à jour, pour l'année 2002, une fois reçues de la Banque mondiale les données nécessaires, c'est-à-dire probablement autour du milieu de 2004.

223. Le Comité a pris note de la déclaration de la Présidente.

Q. GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'EXPERTS

224. La Présidente a rappelé que le Comité devait élire un expert en remplacement de M. Flores pour un mandat de cinq ans allant de 2003 à 2008. À la date limite fixée pour la présentation des candidatures, deux noms avaient été avancés. Depuis, comme la Présidente en avait informé les Membres par télécopie le 11 juillet 2003, M. Jorge Castro-Bernieri, élu expert pour la période 2001-2006, avait dû se retirer du Groupe d'experts permanent après avoir accepté un poste au

Secrétariat de l'OMC. Conformément aux procédures convenues à la réunion ordinaire du 8 mai 2003 du Comité et aux procédures définies dans la télécopie du 11 juillet 2003, les Membres avaient décidé d'élire tant M. Yuji Iwasawa que M. Terence Stewart membres du Groupe d'experts permanent. Comme on l'avait fait par le passé dans des circonstances similaires, pour déterminer quel serait celui de ces deux experts dont le mandat expirerait en 2006 et quel serait celui dont le mandat expirerait en 2008, on avait procédé à un tirage au sort. En conséquence, M. Iwasawa était élu pour le mandat allant jusqu'au printemps 2008 et M. Stewart pour le mandat allant jusqu'au printemps 2006.

225. Le Comité a pris note de la déclaration de la Présidente.

R. AUTRES QUESTIONS

226. Aucune délégation n'a demandé la parole au titre des "Autres questions".

S. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE

227. La Présidente a dit que le Comité avait décidé, à sa réunion du 21 février 1995, que ses réunions ordinaires se tiendraient normalement durant la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. Le Comité des pratiques antidumping et le Comité des sauvegardes avaient le même calendrier. Pour que ces trois organes puissent se réunir aux périodes prévues, la Présidente a proposé que le Comité tienne sa prochaine réunion ordinaire dans la semaine du 26 avril 2004.

228. Le Comité en est ainsi convenu.

T. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (ARTICLE 32.7)

229. Le Comité a adopté son rapport annuel. Ce rapport a été ultérieurement distribué sous la cote G/L/655.

230. La séance a été levée.
